

PREMIER MANIFESTE DES TRAVAILLEURS À LEUR COMPTE

CTCP – FNT

Le capitalisme national a-t-il une place dans l'économie globalisée ? Existe-t-il, dans les pays du Tiers Monde, une classe ouvrière industrielle suffisamment forte pour conduire une révolution postcapitaliste, ou ne représente-t-elle qu'une minorité insignifiante ? Nier l'existence de la classe ouvrière industrielle revient-il à rejeter également celle de la plus-value du prolétariat, de l'exploitation capitaliste et de la révolution socialiste ? Peut-on parler de prolétariat à son compte dans nos pays ? Peut-on parler d'exploitation au niveau du commerce international et, par là, de pays prolétarisés ? Est-il possible de parvenir directement au socialisme ou faut-il passer par une économie sociale et solidaire et un processus démocratique intégral ?



Managua, Nicaragua

Titre original en espagnol :
**Primer manifiesto de los Trabajadores por Cuenta Propia.
La Economía Social Solidaria en las Naciones Proletarizadas y el
Proletariado por Cuenta Propia en la transformación del sistema**

© Orlando Núñez Soto

4^e édition : CTCP – CLACSO, juin 2011

Édition en espagnol confiée aux soins de :
Amalia Chamorro / CTCP-FNT

Traduction : Sylviane Fournier

® Tous droits réservés

CTCP-FNT
De la Rotonda Rubén Darío, 150 metros abajo.
Complejo CIPRES
Managua, Nicaragua
+505 2270-6417
www.ctcpnicaragua.org

***Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia
(CTCP-FNT)***

***affiliée au Frente Nacional de los Trabajadores
du Nicaragua (FNT)
et à StreetNet International***

PREMIER MANIFESTE DES TRAVAILLEURS À LEUR COMPTE CTCP – FNT

**L'économie sociale et solidaire dans les nations prolétarisées
et le prolétariat à son compte dans la transformation du système**

Orlando Núñez Soto

CTCP - FNT – STREETNET

La CTCP–FNT est le correspondant de StreetNet International pour les Amériques (Amérique du Sud, Amérique centrale, Mexique, Caraïbes et États-Unis).

PRÉFACE DE LA QUATRIÈME ÉDITION

Nous nous félicitons et nous réjouissons de la quatrième édition du Premier manifeste intitulé « L'économie sociale et solidaire dans les nations prolétarisées et le prolétariat à son compte dans la transformation du système » écrit par Orlando Nuñez.

Fortement attendu, ce manifeste a été bien accueilli par les travailleurs à leur compte, les mouvements sociaux, les partis politiques de gauche, les étudiants et les centres universitaires du Nicaragua et d'autres pays. Nous avons donc uni nos efforts pour rendre possible la parution de cette quatrième édition, qui permettra de toucher un secteur plus large dans notre pays, mais également en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il s'agit de faire connaître l'expérience nicaraguayenne de la *Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia*¹ (CTCP) du *Frente Nacional de Trabajadores* (FNT)² et la construction du fondement théorique qui en a animé le processus, mis en lumière par un penseur social aussi réputé que le nicaraguayen Orlando Nuñez.

Cette quatrième édition est parrainée par le *Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales*³ (CLACSO), une institution internationale et non-gouvernementale créée en 1967 et à qui l'UNESCO confie régulièrement des études. À l'heure actuelle, le CLACSO regroupe 293 centres de recherche et divers programmes universitaires et postuniversitaires de sciences sociales répartis dans 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, aux États-Unis et en Europe. Le *Centro Interuniversitario de Estudios Latinoamericanos y Caribeños*⁴ « Mauricio Lopez » (CIELAC) de l'*Universidad Politécnica de Nicaragua*, membre du CLACSO, a également participé au financement de cette édition. Il a pour mission de diffuser ses travaux de recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes, qui se fondent sur une approche critique et une vision pluridisciplinaire.

Nous tenons à féliciter la CTCP-FNT et à la remercier de partager son expérience et de rendre publique sa stratégie alternative au capitalisme. Nous lui savons également gré de son combat acharné pour la restitution des droits des travailleurs et leur autonomisation économique par le biais de modes d'organisation associatifs et autogérés.

Managua, le 1^{er} juin 2011

Emir Sader

Secrétaire exécutif du CLACSO

¹ Confédération nicaraguayenne des Travailleurs à leur compte.

² Front national des Travailleurs

³ Conseil latino-américain des Sciences sociales.

⁴ Centre interuniversitaire des études de l'Amérique latine et des Caraïbes.

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	6
Introduction	9
L'exploitation au-delà de l'usine.....	13
Les nations prolétarisées et la lutte pour la souveraineté.....	17
Que penser et que faire après ces premières expériences socialistes ?	27
Le prolétariat industriel, la théorie de l'exploitation directe et de l'autogestion ouvrière	30
Le prolétariat et l'autogestion généralisée	32
Le prolétariat à son compte, l'exploitation indirecte et la pratique associative.....	33
Le prolétariat à son compte et la pratique associative	37
La construction de l'économie sociale : programme, stratégie et tâches visant à la consolider	40
Points à débattre	54

Présentation

Adrián Martínez Rodríguez*

La *Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia* affiliée au *Frente Nacional de los Trabajadores* (CTCP-FNT¹) et à *StreetNet International*² a demandé à Orlando Nuñez Soto, début 2010, d'approfondir la réflexion sur l'économie sociale et solidaire et les travailleurs à leur compte. Le fruit de cette réflexion, ici soumis au débat, a tout d'abord pris la forme d'un article paru dans le numéro 6 de la revue *Correos de Nicaragua*, intitulé *La Revolución social y el proletariado por cuenta propia*³.

C'est lors du Congrès international de *StreetNet International* qui s'est tenu au Bénin, en Afrique, du 8 au 16 août 2010, que la délégation des travailleurs à leur compte du Nicaragua (CTCP-FNT) a exposé cette réflexion. Outre que notre organisation voulait faire connaître sa position sur le prolétariat à son compte, elle avait particulièrement à cœur de clarifier son propre concept d'économie sociale et solidaire, un terme utilisé par de nombreuses organisations et institutions.

Au Nicaragua –mais il en va de même dans d'autres pays– les travailleurs à leur compte ont aujourd'hui une forte présence : ils se sont battus et ont accompli de grands progrès en matière d'organisation, de plaidoyer et d'autogestion. La CTCP-FNT tire son origine de la création, le 17 juin 2002, de l'*Asociación de Trabajadores en los Semáforos*⁴ (ATS). À l'heure actuelle, elle regroupe 46 000 travailleurs (48% de femmes, dont la plupart des mères célibataires). Ses membres sont répartis en sept fédérations et 116 syndicats (appellation que l'on doit au fait qu'ils ont commencé à s'organiser au sein d'une vaste organisation syndicale, le *Frente Nacional de Trabajadores* —FNT).

Pour nous, économie sociale et solidaire signifie une économie organisée au plan politique, social et économique par les travailleurs et en fonction des intérêts des travailleurs. Issue de l'économie populaire, elle concerne aujourd'hui, bien qu'à petite échelle, une grande partie des moyens de production, des transports, du crédit et du commerce et constitue la source de la plupart des emplois (indépendants), aussi bien en zone urbaine que rurale. C'est une économie en marche, qui se bâtit sur un mode associatif et autogestionnaire. Elle surgit comme une alternative au système capitaliste et l'on peut dire qu'elle s'oriente vers le socialisme communautaire.

¹ Voir notes page 4

² Fédération internationale des vendeurs des rues et des vendeurs des marchés.

³ La révolution sociale et le prolétariat à son compte.

⁴ Association des travailleurs aux feux de signalisation.

Le système capitaliste actuel engendre chaque jour davantage de chômage. Il nous contraint donc à assurer nos propres moyens de subsistance. De nos jours, la plupart des travailleurs du Tiers Monde qui parviennent à assurer leur survie sont à leur compte ; en revanche, la classe ouvrière conventionnelle est de plus en plus réduite. Le même scénario se reproduit avec le capitalisme émergent qui se répand rapidement dans les grandes et moyennes nations d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, et qui est en train de se reconstituer en Europe de l'Est et en Russie et ses anciennes républiques. Les travailleurs à leur compte sont amenés à se convertir en la classe la plus nombreuse à l'échelon mondial.

Nous qui travaillons sans salaire —femmes au foyer, paysans, pêcheurs, orpailleurs, transporteurs, artisans ou vendeurs ambulants— sommes dénommés « petits entrepreneurs ». Il s'agit là d'une tentative visant à nous différencier de la classe travailleuse. Nous considérons qu'en tant que travailleurs qui produisons de la richesse et des excédents dont le capital s'empresse de nous dessaisir par l'intermédiaire du marché capitaliste, et bien que n'étant pas salariés, notre statut équivaut à celui d'un travailleur exploité par le capital, autrement dit, un statut de prolétaire.

C'est pour cette raison que nous rejetons toute tentative visant à ignorer ou à nier ce statut de prolétaire à des millions de travailleurs —entendant comme prolétaire tout travailleur qui produit une plus-value et est en mesure de gérer des ressources— sous le seul prétexte qu'ils ne sont pas salariés. Ceci étant, si nous n'avons pas accès au bien-être social que nous méritons, c'est parce que nous sommes, à l'instar du prolétariat des usines, un secteur appauvri et exploité par le marché ; notre situation est même pire car, ne percevant pas de salaire, nous ne bénéficions pas de conditions minimums de travail, ni de sécurité sociale, ni de crédit. Nous, travailleurs à notre compte, adoptons donc l'identité de prolétariat à son compte, avec tout ce que ce concept recouvre, et faisons également nôtre la dénomination des pays du Tiers Monde comme « nations prolétarisées ». Nous pensons en outre que, bien que la notion de prolétariat soit issue de nos organisations urbaines, elle peut également englober d'autres secteurs, tels que les paysans ou les pêcheurs.

Nous ne souhaitons pas rester prolétaires, mais ne brigons pas non plus le statut d'entrepreneurs. Nous voulons nous convertir en sujets économiques par la voie associative, en syndicats autogérés ou en coopératives, ou nous organiser en corps de métiers, pour passer de la condition de travailleurs isolés à une économie associative travailleurs/producteurs gérant directement les différentes branches de l'économie.

Les chefs de file du système capitaliste savent très bien que si tous ceux qui estiment faire partie du prolétariat à son compte parvenaient à s'unir, ils représenteraient une force combative capable

de contester le système. C'est la raison pour laquelle ils ne cessent de guerroyer contre les travailleurs et les secteurs populaires en général et tentent d'empêcher nos organisations d'agir, en mettant en œuvre des lois hostiles et des méthodes répressives, et en menant une intense campagne idéologique visant à promouvoir l'individualisme et dénigrer l'action collective.

L'on constate que les médias s'efforcent de plus en plus de discréditer toute manifestation ou contestation de rue, ou toute autre démonstration publique des forces progressistes et révolutionnaires, sans cesser pour autant de louer les organisations et les manifestations en faveur du système.

Le comportement prédateur des multinationales, le consumérisme, l'augmentation de la consommation d'alcool et de drogue parmi les jeunes, la poussée du machisme qui opprime les travailleuses, le creusement des écarts techniques, professionnels et de rémunération, l'accroissement de la discrimination et de la surexploitation des travailleurs immigrés en métropole —d'autant plus exploités qu'ils sont en situation illégale, sont des dispositifs destinés à exclure les travailleurs de la lutte sociale et politique et à les empêcher de défendre leurs revendications.

Le fait que la première réunion de *StreetNet International* sur l'économie sociale et solidaire des Amériques, qui s'est tenue au Nicaragua les 27 et 28 septembre 2009, ait adopté notre approche prend alors tout son sens. Le travail que nous menons, dans une perspective propre et en nous fondant sur le concept d'économie sociale et solidaire, s'en trouve renforcé.

Nous sommes également fiers de constater que le congrès de *StreetNet International* qui a eu lieu en 2010 au Bénin, en Afrique, a ratifié notre organisation comme son correspondant pour l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, les Caraïbes, le Mexique et l'Amérique du Nord.

** Adrián Martínez Rodríguez est le secrétaire général de la CTCP-FNT au Nicaragua. Il est le coordinateur de la section de StreetNet pour les Amériques (Amérique du Sud, Amérique Centrale, Caraïbe, Mexique et Amérique du Nord).*

Managua, décembre 2010
**UNIS, ORGANISÉS ET COMPÉTENTS,
NOUS SOMMES INVINCIBLES !**

Introduction

Ce texte a pour but de contribuer à clarifier trois catégories susceptibles de conférer une plus grande rigueur à l'analyse du contexte, interne et international, dans lequel évoluent les populations du Tiers Monde : a) le concept de nation prolétarisée, b) la notion de prolétariat à son compte et c) le concept d'économie sociale du travail ou d'économie sociale et solidaire, en tant que moyen de parvenir à un socialisme communautaire. Nous espérons qu'il permettra de répondre à certaines interrogations et de lever certains doutes qui ont surgi après la disparition de l'Union soviétique, ou plutôt, celle du socialisme d'État.

La thèse principale qui guide ce travail repose sur la supposition ou l'hypothèse que l'exploitation économique ne s'arrête pas à l'usine, ni au processus immédiat de production, mais qu'elle s'exprime dans l'ensemble de l'échange marchand. Si tel n'était pas le cas, nous ne pourrions parler d'exploitation que pour une minorité de travailleurs industriels et non pour les milliards de personnes condamnées à subordonner leur travail à la domination du marché capitaliste. Nous considérons, en deuxième lieu, que le mécanisme de l'exploitation s'explique par l'écart de rémunération entre les classes ou entre les pays. En d'autres termes, et comme Marx l'a démontré pour ce qui est de l'industrie manufacturière, ce sont des prix équivalents qui s'échangent au moyen du marché et non des valeurs équivalentes. Le prix correspond au coût de production d'une marchandise, mais le prix du marché en englobe la valeur totale, c'est-à-dire le coût de la marchandise plus la valeur produite par le travailleur. La force de travail (ouvriers, paysans, artisans) est la seule marchandise qui soit rémunérée en fonction de ce que coûte sa production ou sa reproduction, bien que par la suite, la marchandise produite par cette même force de travail soit vendue pour sa valeur totale. La différence qui apparaît dans le prix final de la marchandise, une fois celle-ci mise sur le marché, correspond au coût de production plus la moyenne de profit du capital. Il est bien connu que le capital est une ressource monopolisée, donc en mesure d'imposer le montant de sa rétribution sur le marché. En troisième lieu, nous considérons que l'injustice sociale, économique et culturelle ne s'arrête pas à l'exploitation économique, mais qu'elle s'exprime dans tous les rapports d'inégalités des chances que nous constatons dans la civilisation actuelle ; elle imprègne également les rapports de marginalisation ou d'exclusion qui sont, en fin de compte, ceux qui déterminent les écarts dans les conditions de vie des habitants de la planète. Pour ces trois hypothèses, il existe des facteurs économiques, mais aussi extra économiques, qui résultent des rapports de forces au sein desquels évoluent les classes, les populations ethniques, les genres, les régions ou les pays.

Il convient de résumer les nouvelles catégories les plus importantes utilisées dans ce texte. Il existe, dans la division internationale du travail, des nations exploiteuses et des nations exploitées. Dans la littérature économique capitaliste, elles sont respectivement dénommées nations développées et nations en voie de développement ou moins avancées, ce qui masque l'exploitation et la spoliation des unes par les autres qui caractérisent leurs rapports. Nous proposons de désigner les premières sous le terme de nations capitalistes hégémoniques et les secondes sous celui de nations prolétarisées subordonnées au capitalisme globalisé. Ne négligeons pas toutefois le fait qu'il existe des écarts considérables au sein de chaque nation.

L'on constate également qu'une majorité de plus en plus grande de travailleurs n'est pas immergée dans des rapports capitalistes de production à proprement parler car, contrairement au prolétariat classique, ces travailleurs ne sont pas salariés et ne dépendent pas d'un patron, mais sont subordonnés au capital par l'intermédiaire du marché. Connus sous différentes appellations —secteur informel urbain, travailleurs ambulants, très petits entrepreneurs— ils partagent le sort des femmes au sein de la famille nucléaire, des paysans, des artisans, des pêcheurs artisanaux, des orpailleurs et des petits commerçants, et de tous ceux qui appartiennent à des coopératives et à des associations quelles qu'elles soient, et qui gèrent des ressources. Il peut même s'agir de consommateurs et de citoyens ordinaires s'organisant consciemment en unités économiques rattachées à la production, au crédit, au commerce, à la distribution, à la consommation et aux services communautaires en général. Indépendamment de la classe dont ils sont issus ou à laquelle ils appartiennent, nombre d'entre eux assument une position de classe à l'encontre du système, entre autres sur des thèmes liés au genre, à l'écologie, au racisme ou à la discrimination. Autrement dit, la confrontation entre le capital et le travail se généralise et implique à présent la grande majorité des travailleurs, y compris les citoyens organisés par quartiers et les consommateurs. Citons, à titre d'exemple, les luttes sur la tarification des services publics qui opposent consommateurs et multinationales, dans les secteurs dont ces dernières ont le monopole : l'électricité, l'éducation, la santé et l'eau. Les consommateurs disputent au capital les excédents ou les profits résultant de cette tarification. L'on peut faire état de nombreuses expériences où ils ont boycotté et mis en faillite des entreprises capitalistes non respectueuses de l'environnement ou se livrant à une surexploitation dans le Tiers Monde. Encore plus intéressant : il existe des associations de quartiers qui gèrent elles-mêmes la distribution de l'électricité (chaque citoyen/ne est à la fois membre et consommateur). Nous pouvons donc affirmer que l'usine n'est pas le seul théâtre de la lutte que se livrent le capital et le travail pour les excédents ou pour le pouvoir et l'hégémonie, ni son unique issue, mais que chaque classe ou strate sociale possédant une conscience anticapitaliste joue véritablement un rôle historique dans le combat visant à changer le cap de l'économie et de la société, un rôle dont Marx pensait qu'il conférerait son plein statut au prolétariat.

Nous proposons de désigner ce conglomérat sous le nom de prolétariat à son compte. Les travailleurs à leur compte, en effet, sont appauvris et paupérisés par le capital. Il s'agit de femmes et d'hommes qui, d'une manière ou d'une autre, contribuent à produire de la richesse et des excédents à la sueur de leur front ; un surplus (plus-value ou survaleur) qui est envoyé aux métropoles coloniales, tout comme le furent l'or et l'argent au temps de la conquête et de la colonisation. De nos jours, ce surplus est prélevé par les grandes multinationales du capitalisme globalisé par l'intermédiaire des usines ou du marché.

Peut-être est-ce pour cette raison que la notion de commerce équitable est si fréquemment employée comme synonyme de commerce d'équivalents, contrairement à la non-équivalence qui prévaut dans l'échange marchand entre le capital et le travail. Lorsque nous parlons de marché, nous nous référerons à la sphère de la circulation et de l'exploitation indirecte, sans pour autant négliger le fait que la vente et l'achat de force de travail au sein d'une usine constituent également un échange marchand entre le capital et le travail, bien que sous une forme directe.

Soulignons également la prééminence que ces travailleurs ont acquise dans la gestion, même « à petite échelle », des moyens de production et des services, et leur contribution à la mise en place d'un mode de production, d'échange et d'association au sein duquel s'établissent des rapports qui sont davantage en accord avec une économie du travail, c'est-à-dire une économie favorisant les intérêts des travailleurs, qu'avec une économie du capital. Nous considérons que lorsque ces secteurs travaillent et vivent dans l'isolement, ils appartiennent à une *économie populaire* appauvrie par le marché capitaliste, mais une fois qu'ils se sont approprié les maillons associatifs et autogestionnaires de la chaîne de valeur, ils se tiennent sur la plus haute marche de l'*économie sociale et solidaire* et se convertissent en un véritable prolétariat révolutionnaire.

Certains penseurs, leaders sociaux et politiciens en reviennent à se poser aujourd'hui les mêmes interrogations polémiques d'autrefois : est-il possible d'entreprendre une révolution orientée vers le socialisme dans un pays industriellement sous-développé et n'ayant qu'une classe ouvrière minoritaire ou faut-il attendre à nouveau l'industrialisation —de plus en plus irréaliste— qui garantira le plein-emploi aux travailleurs de l'industrie ? Peut-on imaginer d'autres classes ou d'autres sujets révolutionnaires que le prolétariat industriel ? Quel programme et quelle stratégie révolutionnaire envisager pour ces pays et leur conglomérat social ? Si nous admettons l'existence de nations capitalistes et de nations prolétaires, pouvons-nous considérer, du point de vue des sciences économiques, que l'ensemble des citoyens ou des populations appauvries de ces dernières appartient au prolétariat mondial (travaillant pour le compte d'un patron ou à son compte) ? Nous tenterons de répondre à ces questions en nous fondant sur les hypothèses énoncées plus haut et sur les considérations à venir. Il nous paraît suffisant de savoir que les pays

et les secteurs prolétariés constituent la majorité de la population active et qu'ils sont spoliés par le capital multinational pour affirmer que ces questions sont pertinentes.

Notre approche s'inscrit dans la tradition socialiste du siècle dernier et s'inspire des propositions et des expériences de ceux qui ont lutté pour que nos pays agraires soient à même d'entreprendre des révolutions politiques et, surtout, de les faire déboucher sur des révolutions sociales et culturelles. Parmi elles, des économies planifiées par l'État, mais aussi des modèles économiques fondés sur des pratiques associatives directement gérées par les citoyens, en leur qualité d'ouvriers, de paysans, d'artisans, de pêcheurs, de commerçants, de professionnels, de consommateurs et de membres de coopératives et de structures associatives ou d'autogestion. Autrement dit, des manières alternatives de penser, de sentir et de travailler, qui permettent d'instaurer de nouveaux rapports économiques et de faire naître une conscience solidaire autre que la concurrence encouragée par le capitalisme et basée sur l'exploitation, l'échange inégal et les pratiques individualistes issues de la civilisation du progrès et de la croissance du commerce.

Le socialisme, aujourd'hui, ne doit pas se limiter à combattre les rapports d'exploitation. Il doit aussi s'attaquer à toutes les formes d'inégalité et de discrimination pour parvenir à une économie socialiste, mais surtout à une société socialiste.

S'il nous semble particulièrement important d'employer ou de réemployer le concept de prolétariat en l'appliquant aussi bien aux nations qu'à l'ensemble des travailleurs, c'est à cause de la tradition révolutionnaire qu'il renferme. En outre, comme nous le verrons plus loin, il est le point de départ de notre analyse. Nous pensons en effet que le prolétaire, c'est-à-dire le travailleur exploité par le capital, ne doit pas conserver éternellement ce statut. Nous espérons qu'il prendra directement les rênes de l'économie, de la politique et de la culture aux côtés des autres citoyens. Il convient de rappeler que pour que la classe ouvrière se convertisse en une classe révolutionnaire, en une classe prolétaire à proprement parler, et qu'elle soit en mesure de gérer l'économie, de se substituer à la bourgeoisie et de changer les rapports sociaux de production du marché capitaliste actuel, il lui faut dépasser consciemment ses revendications ponctuelles et assumer celles d'une classe révolutionnaire. Sous cet angle, nous nous démarquons aussi des courants qui considèrent exclusivement ces travailleurs comme des pauvres, une appellation par laquelle leur est déniée la condition de sujets économiques et sociaux dotés d'un grand potentiel révolutionnaire, tant du point de vue économique que politique. Il existe des individus et des nations pauvres, mais ce n'est pas la pauvreté qui définit la classe, ni qui détermine automatiquement la position politique des personnes ou des nations ; il existe des individus et des nations pauvres qui sont en faveur du système capitaliste et d'autres qui lui sont contraires. Rappelons que les classes (en lutte) se définissent par la position politique et économique que leurs membres défendent sur les différents terrains de bataille. Nous ne nions

pas, bien entendu, qu'il s'agit de sujets appauvris par le capital ; au contraire, nous partons justement de ce fait pour affirmer que c'est cela qui les pousse à acquérir la conscience de classe nécessaire pour s'organiser et se mobiliser autour d'un projet alternatif.

Ceci étant, ces constatations impliquent toutefois la nécessité de débattre aujourd'hui de la signification des processus de transformation révolutionnaire ou évolutionnaire et d'en rafraîchir les concepts. Il convient donc de revoir et de refondre la théorie de l'exploitation et de la révolution. La présente réflexion nous permettra également de transmettre aux nouvelles générations une synthèse des informations et des analyses accumulées, et de contrecarrer la désinformation et la confusion existantes.

L'exploitation au-delà de l'usine

Plus cohérente, la théorie de l'exploitation nous guide vers la théorie de la révolution et, principalement, vers une stratégie de transformation sociale. Nous traiterons donc brièvement des présupposés d'une théorie de l'exploitation, aussi bien au niveau d'une classe ou d'une nation que sur la scène mondiale du commerce international. Nous élargirons à la fois la notion et la réalité de l'exploitation, en y incluant toutes les inégalités sociales. Nous porterons ce concept au-delà des rapports d'exploitation et nous engloberons toutes les formes de discrimination et de spoliation de l'espèce humaine fondées sur la race, la religion, le sexe, l'origine sociale, la pensée, ou qui portent atteinte aux droits relatifs à la particularité et à l'identité, ou encore à l'environnement.

Bien que l'exploitation existe depuis des milliers d'années, ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que la théorie marxiste l'a découverte et ce justement au moyen de la critique de l'économie politique du système capitaliste. Marx a focalisé son analyse sur les rapports entre les ouvriers et le patronat des industries anglaises de l'époque. Il s'est fondé sur le présupposé selon lequel, dans un système capitaliste, l'ensemble du processus économique est subordonné au capital et à ses agents, la bourgeoisie industrielle ; les rapports marchands y sont généralisés et incluent la force de travail comme une marchandise de plus. Les rapports d'exploitation se manifestent dans le marché entre le capital et le travail.

Le raisonnement de Marx, qui s'applique également à l'usine, se fonde sur l'existence d'un mode d'échange particulier : le capital achète ou loue, sur le marché, une force de travail pour une période donnée, puis revend la valeur qu'elle produit à un prix plus élevé. Il démontre ensuite que le prix marchand de la force de travail —c'est-à-dire le salaire ou le coût de la reproduction

de l'ouvrier et de sa famille— est inférieur à la valeur produite par celle-ci. La différence de valeur, ou plus-value, enclenche un processus continu d'accumulation du capital qui n'a d'autre fin que l'accumulation capitaliste.

Marx affirmait également que, dans ce système, les rapports de travail tendent à prolétarianiser la plus grande partie de la population, de sorte qu'il ne resterait que deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat. Les autres classes ou strates sociales tendraient à disparaître.

Nous voyons aujourd'hui les choses sous un angle différent. Il serait tout d'abord erroné de limiter le concept ou la réalité de l'exploitation dans le système capitaliste aux rapports salariés entre les patrons et les ouvriers des industries. Marx avait déjà fait remarquer qu'il peut exister d'autres rapports d'exploitation au sein d'une nation capitaliste, comme l'esclavage des Noirs aux États-Unis, sans qu'il faille considérer pour autant cette nation comme un système esclavagiste et non comme un système capitaliste, même s'il peut exister en son sein des rapports de production distincts. Marx a également expliqué ce qu'il a appelé l'accumulation capitaliste primitive, un processus mondial se référant à la spoliation, par les impérialismes des métropoles, de colonies où existaient les rapports de production les plus divers. De nos jours, tout semble cependant indiquer que l'accumulation primitive se poursuit indéfiniment dans les pays qu'on appelle le Tiers Monde, alors que, loin de se généraliser, les rapports capitalistes de production (saliés des industries) tendent à diminuer. De plus en plus, la productivité du capital technologique l'emporte sur la productivité du travail et multiplie les chômeurs dans des proportions impressionnantes. Marx avait déjà envisagé la diminution de la valeur-travail dans les sociétés super-industrialisées, aujourd'hui robotisées.

Plus tard, tout au long du XXe siècle, d'autres penseurs marxistes ont actualisé et revalorisé le concept d'exploitation indirecte, comme une forme d'exploitation que le capitalisme mondial met en œuvre par l'intermédiaire du commerce international et du crédit, ou encore comme l'échange inégal et asymétrique entre certaines nations, indépendamment des rapports sociaux de production existant dans chaque pays. Au début du XXe siècle, la révolution russe avait introduit dans le marxisme, par le biais du léninisme, la théorie de l'exploitation capitaliste et, par conséquent, la possibilité de la révolution socialiste dans des nations considérées comme non industrialisées, bien que subordonnées au capitalisme mondial. Ces précédents sont suffisants pour nous permettre de parler aujourd'hui de nations prolétarianisées, soit de nations exploitées par le capital mondial par l'intermédiaire de l'échange marchand international. Autrement dit, l'exploitation capitaliste ne se cantonne pas à l'usine.

Il convient d'ajouter que, de nos jours, le capital ne s'approprie plus nécessairement les excédents actuels et les excédents historiques [ceux accumulés au cours des siècles par

l'humanité] dans le processus immédiat de la production : il le fait de plus en plus dans la circulation. L'on assiste donc à la dépossession, par l'intermédiaire du marché, d'un nombre croissant de petits, moyens et grands producteurs, non seulement par une poignée de multinationales, mais encore par le capital commercial et bancaire. En d'autres termes, l'exploitation que l'on nomme indirecte tend à l'emporter sur l'exploitation directe.

Il s'avère également intéressant de débattre de la lutte pour les excédents préalablement produits et accumulés par l'humanité et qui sont aujourd'hui monopolisés par le capital, lui-même de plus en plus concentré entre les mains de quelques-uns. Il faut savoir que le même sort est réservé aux excédents produits dans l'année et à ceux amassés par la force de travail pendant des siècles, parmi lesquels les connaissances et la technologie. Dans un autre travail (*La Dictadura del Mercado*), nous traitons de ce que nous dénommons la *valeur ajoutée historique*, à savoir l'infrastructure, la technologie et l'équipement, les connaissances et les biens immatériels dans leur ensemble. En termes monétaires, ces excédents historiques, qui passent constamment des mains d'un capitaliste à un autre, se chiffrent en milliards de dollars. Nous savons tous que la dispute pour ces excédents donne lieu à une guerre commerciale et financière, locale et internationale, du fait de la concentration et de la centralisation du capital, dont l'effet principal est la paupérisation ou la prolétarianisation de la plus grande partie des populations du monde.

Ce nouvel état de choses nous oblige à décrire le plus fidèlement possible ce qui est en train de se produire, et à moderniser et à affiner la notion de lutte des classes ou, pour être plus précis, la lutte des intérêts. Il convient de tenter d'expliquer la tendance de ces processus et de spécifier qui sont aujourd'hui les nouveaux sujets sociaux, économiques et politiques de l'exploitation et de la révolution. Il nous faut porter les revendications au-delà des demandes économiques immédiates et brandir de nouvelles bannières contre le système et la civilisation répressive, exploiteuse, discriminatoire et source de marginalisation.

Voici un résumé des principales conclusions de ce chapitre :

- a) Dans l'introduction, nous affirmons en premier lieu que nos économies et nos sociétés, tel qu'elles sont subordonnées au marché mondial, produisent des excédents qui sont drainés par des corporations et des pays étrangers ; c'est la raison pour laquelle il faut les considérer dans leur ensemble, et indépendamment des différences de classe qui existent en leur sein, comme des nations prolétarianisées, à savoir des nations exploitées par le capital, dans un schéma selon lequel toute la nation transfère des excédents à la métropole.

Ces nations produisent une plus-value ou des excédents dont elles sont spoliées par le capitalisme mondial, déduction faite de la part qu'elles perçoivent pour assurer leur

survie précaire et quel que soit le statut des travailleurs et des autres strates de la société dont nous examinerons les différences et les rôles plus loin. Cette affirmation théorique n'est possible que dans la mesure où nous considérons que l'échange marchand est, en tant que tel, l'espace dans lequel l'exploitation du travail par le capital peut s'accomplir. Si nous nous en tenons uniquement à la tradition marxiste, selon laquelle l'exploitation ou la production et le transfert de plus-value n'ont lieu que dans les usines ou dans les processus de production, nous ne pouvons expliquer pourquoi certains pays s'enrichissent alors que la plupart des autres ne cessent de s'appauvrir.

- b) La deuxième assertion est que, dans nos économies, le prolétariat industriel —entendu comme l'ensemble des salariés productifs qui louent leur force de travail pour rentabiliser le capital— est très réduit et tout semble indiquer qu'il continuera à se restreindre, du fait que le capitalisme produit de plus en plus de chômeurs.

Il existe cependant des travailleurs qui sont également exploités et que l'on dénomme ici travailleurs à leur compte. Qu'ils interviennent au sein de l'économie familiale ou qu'ils soient paysans, artisans ou petits commerçants, ils constituent une majorité. Ils travaillent, directement ou indirectement, sous la houlette du capital et produisent des excédents qui sont drainés par le marché. Ils devraient donc être considérés comme des prolétaires au sens strict du terme ou plus précisément comme des prolétaires à leur compte.

En d'autres termes, le prolétariat n'est pas seulement dans les usines. Son sort est partagé par l'ensemble de la population qui est dépossédée de ses moyens de production et de subsistance. Il convient de rappeler que le capital est un agent du système qui n'a cesse de subordonner toute forme d'autonomie et maintient ce que nous appelons la dictature de l'ordre établi. Celle-ci s'exerce dans toutes les sphères de la vie et c'est donc dans tous les domaines qu'il faut la combattre. Aujourd'hui, le système capitaliste contrôle l'ordre établi. Il réemploie en sa faveur les dispositifs répressifs et injustes des ordres anciens. La dictature de l'ordre établi inclut le capital ou les richesses qui produisent de la valeur, les rapports de marché ou le marché proprement dit, le pouvoir politique et l'utilisation des appareils, des lois et des institutions qui restent aux mains de quelques-uns, la culture et la pensée dominante, les valeurs, les coutumes et autres codes de la conduite quotidienne, l'ensemble des rapports hiérarchiques ou de commandement vertical entre les citoyens et leur État, les messages émanant des médias, la nature de la société civile, les programmes scolaires d'instruction civique ou d'éducation religieuse, la forme et les contenus de l'éducation donnée au sein de la famille, la manipulation émotionnelle au moyen du langage, etc.

- c) En troisième lieu, nous affirmons que l'exploitation trouve son prolongement dans tout rapport dans lequel il existe une répartition inégale de la richesse. C'est pourquoi la lutte des classes ou la lutte pour les excédents s'étend à tous les rapports économiques. Elle se livre à l'intérieur de chaque classe sociale, aussi bien celle des chefs d'entreprise que celle des exploités ou subalternes, et même de l'ensemble des secteurs marginalisés. Le fonctionnement du marché capitaliste et les différenciations sociales qu'il engendre ne créent pas uniquement des contradictions au sein du capital (la concurrence capitaliste) ou entre le capital et le travail (l'exploitation capitaliste) ; celles-ci se développent au sein même de la population.

En tant que machine compétitive qui engendre des inégalités et des différenciations sociales dans les populations, le marché est présent dans la propriété et l'argent, mais aussi dans les connaissances et la culture. L'inégalité des chances marque tous les rapports entre les classes, les strates, les sexes, les groupes ethniques, les nations, etc. L'économie capitaliste est en train de se transformer en une société capitaliste. Mais il ne faut pas pour autant minimiser les contradictions principales, pour ne pas risquer de retomber dans la théorie de la stratification ou d'un « revendicacionisme » morcelé, ce qui réduirait la lutte à la concurrence individuelle pour la survie dans la jungle du marché.

Un exemple de différenciation injuste est celle qui existe entre les travailleurs des campagnes et ceux des villes ; la campagne produit, mais s'appauvrit ; la ville produit moins, mais son niveau de vie est supérieur. Et pourtant, dans les deux cas, nous sommes en présence d'importants conglomérats de personnes appauvries ou exploitées par le capital national et mondial. Il en va de même pour les femmes spoliées par l'homme au sein du ménage et les consommateurs populaires dépossédés dans l'échange marchand ; ou lorsque la même unité monétaire (le dollar, par exemple) a plus de valeur entre les mains du consommateur pauvre qu'entre celles du consommateur riche : du fait des écarts de rémunération, le premier a travaillé un jour durant pour le gagner, alors que le second l'a obtenu en une minute. Pourtant, tout le monde sait que le dollar a le même prix et c'est cela qui contribue à donner une apparence d'égalité à l'échange marchand.

Les nations prolétarisées et la lutte pour la souveraineté

La théorie de l'exploitation conduit à la théorie du changement, révolutionnaire ou évolutionnaire, et à une théorie des sujets et des stratégies visant la transformation du

capitalisme et l'avènement d'un nouveau système. Marx affirmait que, par leur forme, les révolutions seraient nationales, mais que par leur contenu elles seraient internationales. Il croyait que chez la classe travailleuse, la conscience de classe l'emporterait sur le nationalisme. C'est ce qui a donné naissance aux mots d'ordre de l'internationalisme prolétaire. Cependant, il n'en est pas tout à fait ainsi. Les contradictions et les injustices économiques ont dépassé la seule sphère des classes sociales. C'est pour ne pas l'avoir compris que certaines contradictions et conflits n'ont pas suffisamment été pris en compte. La dissolution de l'Union soviétique, par exemple, est davantage issue de la contradiction entre les nations cohabitant en son sein que de contradictions de classe en tant que telles. Les guerres entre différents groupes ethniques ou religions sont toujours à l'ordre du jour. De larges secteurs de la population, par exemple, s'enrôlent dans l'armée et prennent part à des guerres impériales pour des raisons autres que leurs propres intérêts de classe, ou pour servir une patrie qui ne les favorise en rien.

Marx a affirmé que la révolution se produirait dans les nations capitalistes ou, ce qui revient au même, dans les nations prolétaires, entendant comme telles celles où le prolétariat industriel serait majoritaire. Nous soulignons qu'aujourd'hui la révolution peut également éclater dans les nations prolétarisées, c'est-à-dire dans les pays subordonnés au marché mondial et en proie à l'exploitation indirecte par l'intermédiaire du commerce international ou, autrement dit, de l'échange inéquitable et inégal. Le capitalisme d'aujourd'hui est un capitalisme impérialiste. Les métropoles continuent à exploiter les colonies ou le monde périphérique et ce monde en est conscient et se rebelle contre elles. Les nations prolétarisées sont aux métropoles ce que la classe travailleuse ou le prolétariat des usines est au capital du patronat.

Cela implique, en premier lieu, que tant que ces conditions de spoliation et de subordination au marché capitaliste mondial existeront, la nation ou le peuple, autrement dit, les classes travailleuses et les citoyens marginalisés qui partagent leur sort, devront s'unir de manière solidaire dans une alliance populaire et se battre pour l'autodétermination. Il convient de conclure aussi une alliance avec toutes les forces nationales disposées à œuvrer en faveur de la souveraineté nationale, y compris le capital national (petit, moyen et grand). Il ne s'agit pas de se limiter à bâtir le capitalisme national, mais d'incorporer dans le combat majeur pour l'émancipation tous les secteurs faisant l'objet de rapports d'exploitation, de subordination et de vol, ou dont les ressources sont pillées.

Cela signifie que l'ensemble des travailleurs, des citoyens, des consommateurs et des secteurs marginalisés doit embrasser un projet commun dans lequel tous et toutes y gagneront ; un projet qui n'est pas, ni ne sera exempt de contradictions et de conflits qui secoueront la nation et le peuple. La lutte pour la transformation ne se limite pas aux usines ou à la seule sphère de l'économie. Elle se livre dans tous les espaces sociaux. Il ne s'agit pas non plus de combattre

uniquement l'exploitation productive, mais toutes les inégalités, la marginalisation, la prédation, le machisme, enfin tous les rapports où il n'existe pas d'égalité des chances ou qui encouragent la concurrence et la guerre des uns contre les autres. Un tel combat se livre sur différents champs de bataille : c'est la grève ou l'insurrection, c'est un discours contre la marchandisation de la vie, c'est la transformation de l'individu au sein de la famille, c'est la protection de la faune et de la flore, c'est l'encouragement des marques d'affection et de solidarité.

En étendant le champ de bataille de la révolution et en y englobant même le Tiers Monde, la théorie révolutionnaire a fait un bond qualitatif. Au concept de classe, elle a ajouté celui de peuple en tant qu'alliance de toutes les classes et de tous les secteurs appauvris.

Une description explicite de ce cadre d'analyse est celle que fait notamment la gauche révolutionnaire latino-américaine, principalement dans le Tiers Monde. Pour échapper précisément au réductionnisme prolétarien de certains partis communistes, elle englobe ou recouvre sous la notion de classe une vaste alliance qu'elle dénomme peuple. Voici, à titre d'exemple, le concept de peuple tel que défini par Fidel Castro dans l'une de ses premières œuvres, intitulée *La Historia me absolverá* [L'histoire m'acquittera].

« Nous appelons peuple, lorsqu'il s'agit de lutte, les six cent mille Cubains sans travail qui veulent gagner leur pain honnêtement sans pour cela devoir quitter leur patrie en quête de subsistance ; les cinq cent mille ouvriers agricoles qui habitent des chaumières misérables, ne travaillent que quatre mois par an et vivent le reste du temps dans la misère avec leurs enfants, sans même un lopin de terre à cultiver ; les cent mille petits agriculteurs qui vivent et travaillent sur une terre qui ne leur appartient pas et qu'ils ne cessent de contempler avec tristesse, tel Moïse la terre promise, qui meurent sans jamais l'avoir possédée, qui doivent payer pour en retirer le produit, qui ne peuvent ni l'aimer, ni l'améliorer, ni l'embellir, ni y planter un cèdre ou un oranger, parce qu'ils ne savent jamais quand l'huissier viendra, accompagné d'un garde champêtre, pour les sommer de s'en aller ; les trente mille instituteurs et professeurs si dévoués, qui se sacrifient pour améliorer le sort des générations futures et sont si maltraités et sous-payés les vingt mille petits commerçants écrasés de dettes, ruinés par la crise et sans cesse mis à contribution par une meute de fonctionnaires corrompus ; les dix mille jeunes de profession libérale exerçant une profession libérale, médecins, ingénieurs, pharmaciens, journalistes, peintres et sculpteurs, qui achèvent leurs études, emplis d'espoir et prêts à lutter, et qui, une fois leur diplôme obtenu, se retrouvent dans une impasse, toutes portes fermées, où personne ne répond à leur appel.

Le voilà, le peuple ! C'est lui qui, subissant tous les malheurs, lutte avec un tel courage ! À ce peuple, qui est contraint de cheminer dans l'angoisse sur une voie jonchée de mensonges et de

fausses promesses, nous ne pouvons dire: « Nous allons te donner ceci ou cela », mais « Tiens, lutte à présent de toutes tes forces pour que la liberté et le bonheur t'appartiennent ! ». Ce concept implique un conglomérat d'alliances pluriclassistes différent et beaucoup plus riche que celui de prolétaire en tant qu'ouvrier industriel. En le définissant, Fidel ne pensait pas uniquement à la forme et au contenu d'une révolution politique ne visant que la conquête d'une démocratie bourgeoise ; il prenait en compte la question foncière, l'industrialisation, le logement, le chômage, l'éducation, autant de problématiques qui ne concernent pas exclusivement le prolétariat industriel et que le capitalisme semi-colonial qui sévit dans le Tiers Monde ne peut résoudre. Le concept castriste propose d'associer toutes les formes de lutte, dans tous les domaines et avec toutes les classes et toutes les strates sociales. Il signale explicitement et condamne toutes les formes de discrimination, y compris celles qui ne sont pas rattachées à des rapports d'exploitation directe ou indirecte. Tous doivent s'unir autour d'un programme commun, dans lequel chacun trouvera sa place. La lutte contre l'impérialisme ou pour la souveraineté nationale est donc fondamentale, car c'est elle qui synthétise tous les combats et déclenche tous les conflits au sein du système capitaliste, que ce soit à l'échelle nationale ou mondiale.

Avant de poursuivre la théorie de la ou des révolutions, nous tenons à clarifier, ou plutôt à illustrer le concept de nation prolétarisée. Dans les nations prolétarisées, le prolétariat classique lié à l'exploitation industrielle coexiste avec l'ensemble des travailleurs à leur compte (ceux des campagnes, les artisans, les pêcheurs, les habitants de quartiers et les consommateurs) et tous les citoyens pauvres et marginalisés qui endurent les sévices du colonialisme impérialiste. Même la bourgeoisie nationale peut faire partie d'une nation prolétarisée, lorsqu'elle ne fait figure que de simple intermédiaire du capital multinational et n'a pas la possibilité d'accumuler, pas même en alliance avec l'État national. Dans le Manifeste communiste, Marx faisait valoir que dans le processus de prolétarianisation et de concentration/centralisation du capital, même la bourgeoisie rejoindrait les rangs du prolétariat, car elle aussi serait entraînée vers la paupérisation.

Nous souhaitons commencer par un exemple qui illustre et étaye le caractère prolétarien d'une nation, en mettant en relief ce que la littérature économique dénomme échange inégal dans le commerce international entre nations appauvries et nations riches. Nous avons choisi l'exemple du café.

Dans leurs rapports, les organismes internationaux ne se lassent pas de répéter que les pauvres des pays en développement (comme ils aiment à les appeler) survivent avec un dollar par jour. En revanche, dans le Premier Monde, les gens vivent avec un salaire quotidien minimum de trente dollars. Cette différence s'explique en grande partie par les prix que le Premier Monde paye au Tiers Monde en échange de ses marchandises. Cela a également une incidence directe sur le niveau de rémunération de la force de travail dans les pays respectifs. Même les pays

socialistes, aussi bien ceux où le socialisme réel a fait implosion que ceux dans lesquels il subsiste encore, doivent se soumettre aux règles du commerce ou du marché capitaliste international.

Le prix moyen du sac de café de 45 kilos avoisine les 100 USD. Une fois torréfié, cependant, il est revendu aux ménages de la métropole à 1 000 USD et, à la tasse, il rapporte quelques 8 000 USD (4 000 tasses à 2 dollars). L'argument généralement employé pour justifier de telles recettes est que la métropole y incorpore de la valeur ajoutée. Il n'en reste pas moins, toutefois, que celle-ci s'accumule dans la métropole. La réalité, cependant, est que cette différence est en majeure partie due au fait que la métropole impose son prix aux pays prolétarisés, en tirant avantage des rapports de forces internationaux.

Marx lui-même affirmait que le prix de la marchandise force de travail dépend de ce qu'elle coûte sur le marché, soit, ce qui revient au même, du prix du panier de la ménagère. Mais il s'est empressé d'ajouter qu'il dépend également du rapport de force politique entre le patronat et les syndicats. Pour ce qui est du marché international, les prix dépendent aussi du rapport de forces entre la métropole et les pays appauvris. Qui donc a décidé de baisser le prix du baril de pétrole à 5 dollars et, après la relance de l'OPEP, de le faire remonter à plus de 100 dollars ? Qui décide qu'un paysan du Tiers Monde coûte 1 dollar par jour, alors qu'un travailleur allemand en coûte 50 ? Ce sont les mêmes forces qui, des siècles durant, ont décidé que les Noirs et les Indiens devaient être réduits en esclavage ou asservis et travailler comme des bêtes, en échange, au mieux, d'un semblant de nourriture.

Certes, les petits paysans producteurs de café sont les plus exploités, à l'instar des travailleurs journaliers, car ils ne sont employés que quelques mois par an dans les plantations de café, un produit saisonnier. Cependant, cette différence de prix est au fondement de la société.

Comme l'État prolétarisé recouvre moins d'impôts, il construit moins de routes et pave moins de rues ; il fournit moins de services de santé et d'éducation, moins de sécurité, et le pouvoir d'achat de ses populations est moindre. Les chefs d'entreprise vivent aux dépens des banques, n'étant pas en mesure d'accumuler autant que ceux de la métropole, et créent donc moins d'emplois... et ainsi de suite. Autrement dit, le transfert de valeur d'une nation prolétarisée à une nation impérialiste affecte l'ensemble de la population du Tiers Monde, indépendamment de la place que chaque citoyen occupe dans la production, la circulation ou la consommation.

Cela ne change rien au fait qu'il existe des revendications communes au sein des nations prolétarisées, bien que les stratégies soient différentes. Prenons comme exemple la sécurité alimentaire : elle constitue un but commun, mais alors que la droite ne prétend y parvenir que par

l'importation d'aliments, la gauche se propose de l'obtenir en renforçant la production interne, ce qui implique une véritable souveraineté alimentaire.

Dans ce débat, il convient de distinguer entre révolution politique et révolution sociale (économique et culturelle) ; entre exploitation à l'intérieur d'un pays et exploitation à échelle mondiale ; entre exploitation directe dans le processus de production et exploitation indirecte dans le processus de circulation des marchandises et de l'argent ; entre tâches de la révolution démocratique et bourgeoise et tâches de la révolution socialiste dans un même processus. Il est en outre souhaitable de se demander s'il est pertinent d'avoir recours à de nouvelles catégories de lutte comme outils d'analyse. C'est à cela que nous nous employons lorsque nous parlons de nations prolétarisées, de prolétariat à son compte, d'économie sociale du travail ou d'économie sociale et solidaire, et de socialisme communautaire.

Une révolution politique n'est pas encore une révolution sociale et rien ne garantit qu'elle le devienne. Ne pas l'admettre risque de nous embourber dans un démocratisme du type de celui préconisé par la métropole et mis en œuvre par les oligarchies locales. Une révolution sociale ne doit pas non plus se borner à une gestion omnipotente de l'État, à savoir substituer les entreprises privées et la bourgeoisie par des entreprises publiques et des fonctionnaires, bien qu'à nos yeux il soit nécessaire que les entreprises stratégiques soient aux mains de l'État. Il est possible de parler de révolution sociale lorsqu'une classe se substitue politiquement, socialement et économiquement à une autre ; de nos jours, on peut parler de révolution lorsque les travailleurs organisés deviennent non seulement les propriétaires légaux des moyens de production, mais encore qu'ils les gèrent directement, de même qu'ils gèrent l'État et l'ensemble de l'économie.

Une économie sociale et solidaire ne peut être déjà considérée, et tant s'en faut, comme une économie socialiste. Toutefois, dans la mesure où les pratiques associatives et autogestionnaires des travailleurs et de toutes les organisations populaires s'approfondissent, elle en bonne voie de le devenir. Le socialisme d'État du siècle dernier a été un bon commencement et une excellente expérience de transition vers le socialisme, mais l'interposition de la bureaucratie étatique a entravé la gestion directe par les travailleurs et par le peuple.

Rappelons que de nombreuses révolutions politiques se sont produites dans le Tiers Monde sous la conduite d'organisations à orientation socialiste. Personne n'en disconvient. Ce que nous proposons, c'est la possibilité que ces révolutions politiques (prise du pouvoir gouvernemental, de l'appareil politique et militaire et contrôle de la gestion du gouvernement) aboutissent à une révolution sociale (prise du pouvoir économique, construction d'un système alternatif contrôlé et planifié démocratiquement par des Conseils populaires). Compte tenu du rapport de forces, il s'avère logique qu'il faille avancer dans toutes les directions à la fois, parfois à l'aide du

discours, d'autres par le biais d'alliances ou encore en combinant la révolution « d'en haut » avec la révolution « d'en bas », c'est-à-dire la construction de la révolution depuis la base, en créant des organisations et des conseils populaires par quartier ou par secteur, autrement dit, avec les producteurs et les travailleurs organisés en tant que véritables sujets économiques, tels que les coopératives et les fédérations autogérées.

Il est important de prendre le pouvoir politique. Cela permet de se servir de l'État comme instrument de transformation. Cependant, nous ne pouvons considérer, même si cela est parfois nécessaire, qu'une société dans laquelle l'ensemble des activités productives et économiques se trouve aux mains de l'État, sans que les travailleurs et les citoyens en général exercent directement la gestion du pouvoir et de l'économie, ni y prennent part, est un système socialiste. Soit dit en passant, dès le moment où la gauche a décidé de se soumettre à la démocratie électorale pour obtenir le pouvoir exécutif —bien que celui-ci ne constitue qu'une partie du pouvoir— afin de garantir l'hégémonie politique ou d'obtenir la majorité suffisante lui permettant de mettre en œuvre des transformations sociales, elle a accepté de courir le risque de perdre les élections. Si cela arrive, tous les sacrifices consentis en faveur du processus ont été vains. Le néolibéralisme, en effet, a pour objectifs principaux de privatiser l'ensemble des entités publiques et d'en transférer le monopole à ses entreprises multinationales. Il convient par conséquent d'élargir la notion de pouvoir de manière à englober, en premier lieu, la conscience politique organisée d'une majorité nationale (hégémonie), puis le contrôle direct des ressources économiques du pays par l'ensemble des travailleurs.

La révolution sociale est le passage à une autre forme de produire-échanger-distribuer. C'est un processus au cours duquel les conditions nécessaires sont créées pour remplacer un mode de production ou un système par un autre. Dans l'état actuel des choses, révolution sociale signifie projet visant à réunir les conditions pour substituer le capitalisme global par un système socialiste et ce pour une longue période de temps. Mais un tel projet doit inévitablement être impulsé et guidé d'en haut et d'en bas. Il doit, dès à présent, prendre naissance dans les pays, les peuples ou les nations, les régions et les classes qui subissent les méfaits du système actuel. Il doit jaillir de l'État et des communautés. Ce changement semble devoir passer par une économie sociale du travail ou une économie sociale et solidaire —entendue au sens strict d'économie associative et autogérée, indépendamment du fait que celle-ci coexiste dans l'espace et dans le temps avec d'autres modes de production au sein du système capitaliste d'exploitation actuel et qu'un rôle important soit confié à l'État populaire dans la gestion des entreprises stratégiques.

De là, l'importance de considérer la construction de l'économie sociale et solidaire du travail comme partie intégrante du processus de transition vers une révolution sociale et comme une condition pour s'acheminer vers une économie socialiste. Cela va bien au-delà du socialisme

d'État du siècle dernier et même du socialisme de marché préconisé par un certain nombre de pays (comme la Chine continentale).

La révolution est un processus dans lequel la sphère politique et la sphère sociale sont imbriquées. Elle naît comme une révolution politique, à savoir la substitution d'une classe par une autre, puis la nouvelle classe prend les rênes de la gestion de l'État, de la politique économique, de la nouvelle économie et d'une nouvelle culture. La meilleure étude d'une révolution est celle de Karl Marx sur la Révolution française. Il s'est agi d'une révolution politique de nature « démocratique et bourgeoise » face à la monarchie médiévale, dont la naissance et le déroulement sont dus au rôle économique et culturel de premier plan joué par une nouvelle classe, la bourgeoisie. Celle-ci se composait de commerçants et de citoyens des villes, d'hommes d'affaires et de financiers, et d'une élite culturelle en tout supérieure au bloc dominant précédent.

En dépit du fait que la Révolution française ait eu pour coup d'envoi la prise de la Bastille, lieu symbolique pour les Français, et qu'elle ait commencé à édifier son industrie dans le cadre national, on se doit de souligner l'importance de la sphère internationale dans toute révolution, que celle-ci soit démocratique et bourgeoise, ou socialiste. Dès ses premiers pas, et notamment avec la conquête de l'Amérique au XVI^e siècle, le capitalisme mondial a revêtu des expressions différentes dans les nations colonialistes et les nations colonisées, dans les nations impérialistes et les nations soumises à l'impérialisme, dans les nations industrielles ayant un prolétariat industriel important et les nations rurales ou prolétarisées dont la population est majoritairement paysanne.

On ne peut comprendre l'éclosion de la révolution bourgeoise si l'on ne tient pas compte de la contribution des Africains réduits en esclavage ou des Indiens asservis au démarrage de ce que Marx a dénommé « l'accumulation primitive du capital ». Celle-ci se poursuit aujourd'hui sous forme du pillage auquel l'ensemble des nations prolétarisées est soumis par le grand capital des nations qui les exploitent.

Ce n'est pas non plus un hasard si, depuis le XIX^e siècle, des mouvements de libération nationale contre la métropole colonialiste et impérialiste et ses alliés locaux —les oligarchies parasites— se sont succédé. Ces révolutions politiques ont dû, d'en haut, prendre elles-mêmes en charge l'accumulation primitive, parfois au moyen de l'exploitation des paysans ou d'autres groupes ethniques subalternes par les villes, cette même accumulation que les nations colonialistes et impérialistes ont menée en pillant les matières premières et en exploitant la main-d'œuvre des nations connues sous le nom de Tiers Monde. La légitimité de la révolution bourgeoise capitaliste s'est fondée sur la philosophie du progrès et sur le développement

technologique industriel, ainsi que sur un pacte social entre le capital et le travail (des emplois en échange de plus-value).

Dans tous les cas, les révolutions à orientation socialiste n'ont pas éclaté dans les pays métropolitains, mais au cœur des nations que nous dénommons prolétarisées : celles qui produisent des matières premières, dont la production agricole est saisonnière et dans lesquelles le développement urbain s'est fait sans industrialisation ni marché intérieur. Certes, n'étant pas ceux qui achètent, les capitalistes exportateurs et les métropoles n'ont jamais manifesté aucun intérêt pour le pouvoir d'achat des populations de ces pays.

Tout au long du siècle dernier, nous avons assisté à plusieurs révolutions politiques dans le Tiers Monde, c'est-à-dire dans les pays agraires, producteurs de matières premières et appauvris, et avec un prolétariat pratiquement minoritaire. Dans tous les cas, les partis socialistes ou communistes ont joué le rôle de tuteur, en attendant que les conditions objectives et subjectives mûrissent ; selon certains communistes latino-américains, il fallait attendre que les forces productives du capital atteignent leur maturité et donnent naissance à la grande armée de prolétaires qui déclencherait la révolution sociale. En d'autres termes, dans nos pays, la révolution socialiste ne pouvait avoir lieu sans passer par une révolution démocratique et bourgeoise sous la conduite d'une bourgeoisie nationale ou par un projet populaire mené par des jacobins ou des fonctionnaires radicalisés. Certains pays dits de socialisme réel ont mené un processus d'accumulation primitive et sont parvenus à s'industrialiser (Union Soviétique, Chine et Corée, entre autres).

À l'heure actuelle, l'irrationalité du capitalisme ne s'illustre pas par ce qu'il advient à l'intérieur d'une nation industrialisée, mais par ce qu'il advient d'un bout à l'autre du système capitaliste mondial. De prime abord, cette irrationalité semblait n'avoir qu'un caractère transitoire, dans l'attente que le progrès porte le développement à toutes les nations. Mais c'est dans le Tiers Monde que l'irrationalité croissante du progrès devient de plus en plus évidente : l'appauvrissement de l'humanité, la destruction de la nature et l'incapacité de résoudre les problèmes créés par le système et son mode de production et de croissance. Afin de mieux saisir la situation, l'on peut comparer les nations périphériques du capitalisme global à un ensemble de banlieues prolétarisées qui évoluent en fonction d'un centre hégémonique métropolitain où niche le cerveau du capital.

Les crises de surproduction, aussi bien de marchandises que de personnes, sont de plus en plus récurrentes et parasitaires. En effet, l'absence d'une demande solvable entrave la réalisation des marchandises produites, cette réalisation étant une condition *sine qua non* pour que les entreprises capitalistes prélèvent leur taux de profit. Les seules marchandises qui ne rencontrent

pas de problème de demande sont la drogue et les armes ; peu importe qu'elles entraînent la dégénérescence de l'être humain et des guerres d'extermination, et qu'elles mettent la civilisation et la nature elles-mêmes en danger. La grande bourgeoisie productive, commerciale et financière est subventionnée par l'exploitation des nations prolétarisées, d'une part, mais également par les contribuables des nations capitalistes métropolitaines. De nos jours, l'épuisement du système capitaliste, qui produit de plus en plus, mais trouve de moins en moins d'acheteurs —car il appauvrit le monde entier— est beaucoup plus manifeste. Tout dernièrement, les grands monopoles ont dû faire appel au plan de sauvetage de l'État pour maintenir leur rentabilité. Ce sont donc les contribuables qui entretiennent ces entreprises. Le capitalisme est en train de devenir, comme aux temps primitifs, un mode de production tributaire.

Toutefois, les irrationalités d'un système (l'incapacité de reproduire ses éléments constitutifs) peuvent faire sombrer l'humanité entière si les changements qui s'imposent ne sont pas opérés. La seule issue est que ceux qui en subissent les dommages prennent la décision de s'organiser et conçoivent un projet alternatif.

Dans un premier temps, la doctrine léniniste préconisait que, même dans les pays connaissant un retard économique, une révolution socialiste devait passer par une période au cours de laquelle les travailleurs se substitueraient à la bourgeoisie en tant que classe dirigeante du capital et prendraient les rênes de l'économie et de la société par le biais de Soviets ou de conseils. Dans la plupart des expériences connues comme socialisme réel, ce sont le parti et la bureaucratie économique qui se sont substitués à ceux qui auraient dû devenir les cellules d'un nouveau tissu social : les conseils ouvriers. Les communistes au pouvoir affirmaient qu'il s'agissait de générer une accumulation socialiste primitive conduite par le parti, en représentation des ouvriers, afin d'industrialiser le pays. Pour ce faire, on employait les excédents obtenus par les sacrifices des travailleurs, notamment des paysans des zones les plus reculées. Cette exploitation s'est ensuite étendue aux pays de la périphérie, comme l'a dénoncé en son temps le commandant Che Guevara. Nul ne peut ignorer que, dans tous les pays socialistes, le niveau de vie ou le bien-être de l'ensemble de la population s'est amélioré. Force est aussi de constater que la plupart de ces régimes n'a pas trouvé un schéma qui rende la liberté et la participation démocratique possibles, concurrençant ainsi dans ces domaines la démocratie des pays capitalistes, ce qui aurait permis de gagner l'opinion publique et la sympathie de la population en général. L'histoire montre que le bien-être social n'a pas été suffisant pour faire accepter pleinement les régimes politiques du socialisme d'État par les populations.

Enfin, et pour diverses raisons politiques, sociales, économiques et culturelles, le modèle s'est heurté à des difficultés. En dépit des efforts déployés en matière d'accumulation économique et de bien-être au bénéfice des travailleurs, la plupart des expériences ont commencé à décliner. Aujourd'hui, la majorité des pays qui ont connu ces expériences ont, dans le meilleur des cas, été

contraints de faire appel au capital multinational pour survivre dans un monde de concurrence capitaliste ouverte sur le marché mondial. Certains de ces processus socialistes se sont complètement inversés et les nations se sont transformées en pays capitalistes gérés par une bourgeoisie renaissante. L'on parle donc désormais de socialisme d'État (au plan politique) et de socialisme de marché (au plan économique).

Que penser et que faire après ces premières expériences socialistes ?

D'aucuns épousent la pensée marxiste orthodoxe qui affirme que tant que le capitalisme n'aura pas développé tout son potentiel d'innovations et d'applications en faveur des forces productives, et tant qu'une masse majoritaire de prolétaires ne sera pas en place, rien d'autre ne peut être envisagé que d'accompagner le capitalisme national, sous la conduite et la direction d'une bourgeoisie démocratique.

D'autres, dont nous partageons l'avis, pensent que depuis la conquête de l'Amérique, de l'Asie et de l'Afrique par le capitalisme européen et nord-américain, nos nations doivent être tenues pour des nations prolétarisées en lutte pour leur souveraineté nationale ou, ce qui revient au même, pour leur autodétermination, indépendamment des rapports sociaux de production existants et donc de l'existence ou non d'un prolétariat industriel. Elles sont donc à même de faire l'objet non seulement d'une théorie de l'exploitation, mais encore de stratégies et de programmes à orientation socialiste, indépendamment du fait qu'il leur échoit, lorsqu'elles entreprennent des processus de construction du socialisme, de mener à bien des tâches que les programmes libéraux, la bourgeoisie locale ou le capitalisme national n'ont pas été en mesure d'accomplir. L'une de celles-ci, parmi les plus importantes, est l'accumulation nécessaire pour parvenir au communisme, que Lénine synthétise dans une phrase célèbre : « Le communisme, c'est les Soviets plus l'électricité ». Impossible, également, de parler de façon responsable de bien-être social ou d'égalité des chances sans décollage économique.

C'est principalement depuis la souveraineté nationale que, sur la scène internationale, se livre la lutte pour les excédents : dans les traités internationaux imposés par la métropole, à l'Organisation mondiale du Commerce, dans les conditionnalités imposées par le Fonds monétaire international et dans les politiques de privatisation de l'État mises en œuvre par la Coopération internationale. Cette dernière bénéficie souvent du concours des ONG et même des corps de métiers et des organisations syndicales qui, du fait qu'elles dépendent en partie des projets qu'elle finance, font l'objet d'une offensive et une volonté extérieure « ONGéisantes ». Il convient de rappeler que sous couvert de critiquer les gouvernements, les mouvements sociaux

subissent des influences pour affaiblir l'État national. Certes, les gouvernements ne doivent pas être soustraits à la critique, mais cette façon d'agir revient à soutenir ou à ignorer l'essence et l'objectif du néolibéralisme : la disparition des États à la périphérie du système —c'est-à-dire nos États— sous prétexte que nos pays ne sont pas gouvernables, ni politiquement fiables pour ce qui est de gouverner le monde en faveur des intérêts du grand capital.

Cette stratégie est manifestement renforcée par la critique dont font l'objet les gouvernements de gauche. Les démocrates de la nouvelle droite postmoderne (anciens gauchistes) s'acharnent contre eux plus que contre quiconque. Leur critique est si virulente qu'elle ne se différencie en rien de celle lancée tambour battant par les oligarchies et l'empire européen - américain.

Il est clair qu'il existe au sein de nos nations —et c'est en cela qu'elles sont prolétarisées— des classes manifestement exploitées (des prolétaires salariés et des prolétaires à leur compte), des classes appauvries et d'autres qui servent d'intermédiaire entre la nation prolétarisée et la nation impérialiste ; ces dernières peuvent être des segments enrichis de la population qui ont recueilli les miettes du capitalisme mondial. Aussi, les exploités doivent mener un double combat : en tant que membres d'une nation contre le marché capitaliste mondial et les pays qui en ont l'hégémonie ; et en tant qu'exploités et marginalisés de la société contre les classes dominantes locales. En d'autres termes, la lutte pour la souveraineté ou la libération nationale doit se livrer à la fois vers l'extérieur et vers l'intérieur.

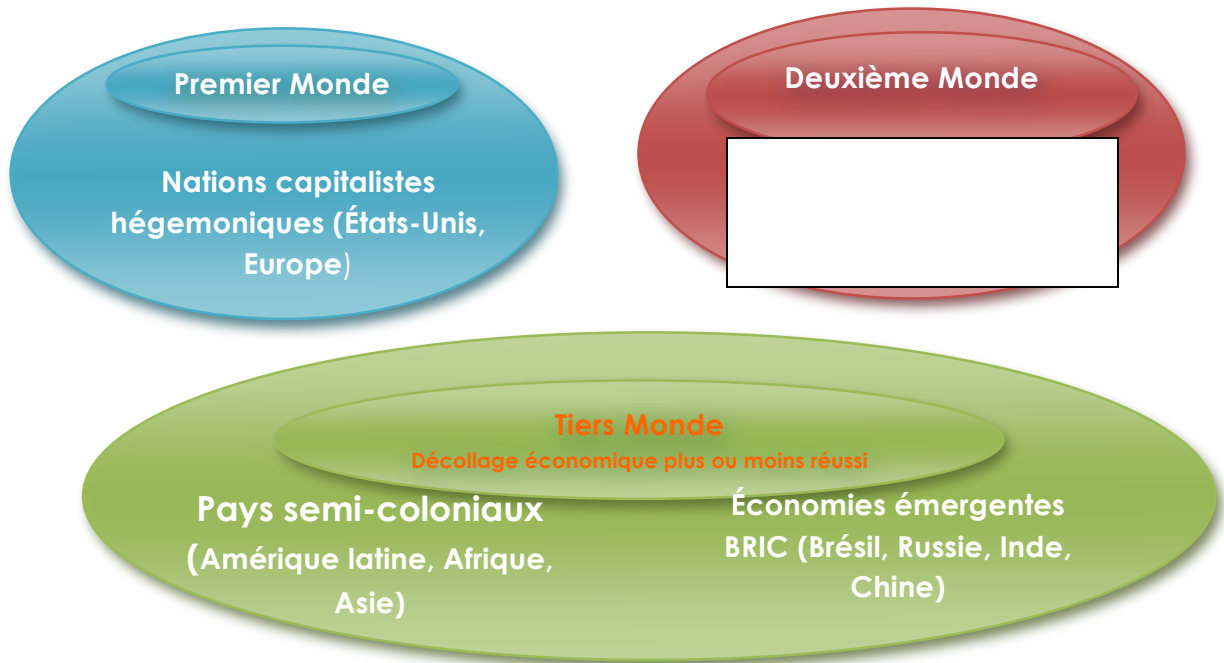
Cela ne signifie pas pour autant qu'en tant qu'économie, nation ou pays, l'on ne puisse pas faire cause commune contre le marché capitaliste mondial. Si les pays enrichis continuent à acheter les matières premières des pays appauvris à des prix inéquitables par rapport à la valeur apportée, ces derniers ne seront jamais en mesure de réussir le décollage économique espéré ni de mener un processus soutenu d'accumulation axé sur le bien-être de l'ensemble de la population. Par conséquent, l'on ne peut écarter la nécessité et la possibilité de conclure des alliances avec tous les secteurs à différents moments du programme de transition. D'où l'importance, pour tous ceux qui sont impliqués dans la révolution, qu'elle soit radicale ou réformiste, de concevoir une stratégie d'alliance de classes, en fonction de la souveraineté, du marché intérieur et de l'agro-industrialisation. À l'heure actuelle, en Amérique latine, un groupe important de nations est dirigé par des gouvernements de gauche. Cela illustre bien les possibilités et, à la fois, la complexité de telles alliances. Il faut s'éloigner de toute analyse manichéenne pour saisir la complexité de ces processus dans lesquels gouvernement des avant-gardes de gauche tenant un discours à orientation socialiste, forcées de gérer des économies capitalistes, mais surtout des économies capitalistes en crise, et des sociétés néolibérales, dans la mesure où c'est cette culture qui prévaut, même au sein des masses populaires. En d'autres termes, il s'avère non seulement nécessaire —voire obligatoire— dans une stratégie d'alliance, de faire des concessions aux

secteurs entrepreneuriaux (locaux, nationaux et internationaux), mais encore faut-il en faire aux secteurs populaires, qui ont une mentalité culturelle souvent assez conservatrice. Les partis de gauche sont donc contraints dans leur marche de respecter le rythme de la prise de conscience populaire au plan idéologique et politique.

Certains auteurs parlent désormais de socialisme du XXI^e siècle. Ils considèrent qu'évoquer le prolétariat est aujourd'hui obsolète et que, puisqu'il s'agit d'incorporer tous les sujets dans le projet révolutionnaire, il suffit tout simplement de parler de citoyenneté. Ils n'ont certes pas tort. Pourtant, si l'on ne souhaite pas rester pris dans un projet de démocratie bourgeoise électorale déguisé en socialisme, il est nécessaire de se référer à la différenciation sociale (exploitation), au fonctionnement du système économique dominant (au-delà de la simple existence de la pauvreté) et à une stratégie visant peu à peu à gommer la différenciation sociale (les classes sociales existantes), autrement dit, à des tâches concrètes portant sur la transformation sociale. Rappelons qu'un système économique se définit ou se distingue d'un autre par son mode d'extraction et de distribution du surplus. Il nous faut donc concevoir le système alternatif que nous souhaitons et pour lequel nous nous battons. Si nous affirmons que l'accumulation économique est nécessaire au bien-être, force est de conclure des alliances au niveau international. N'oublions pas que même les États-Unis sont issus de l'union de treize colonies et que l'Europe est en train de constituer un État national et une économie de l'Union européenne. Et pourtant, ces super nations ne se gênent pas pour décrier le projet de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA).

Le graphique ci-dessous illustre le contexte dans lequel évoluent les nations prolétarisées et la place qu'elles y occupent.

Le monde globalisé



Graphique élaboré par Amalia Chamorro

Le chapitre suivant porte sur les rapports ouvriers-patrons, car ceux-ci n'ont pas disparu. Les ouvriers, toutefois, ne peuvent limiter leurs formes de lutte aux revendications de salaires et d'emploi ; il leur faut se préparer à prendre en charge les entreprises et l'économie. Les chapitres ultérieurs traiteront également du prolétariat à son compte et de toutes les formes d'association visant à améliorer le rapport de forces dans la concurrence avec les entreprises capitalistes classiques. L'expérience, en effet, montre qu'il ne suffit pas de confisquer ou d'exproprier et de distribuer, mais qu'il faut aussi substituer : nous y parviendrons en nous appropriant, par nos propres efforts, les connaissances, la technologie, la capacité de gérer l'économie, l'État et la culture. Et rien de tout cela ne s'obtient par décret.

Le prolétariat industriel, la théorie de l'exploitation directe et de l'autogestion ouvrière

Il nous faut commencer par le concept de prolétariat, du fait de son importance pour la théorie et la pratique de l'exploitation et la théorie et la pratique de l'émancipation et de la transformation

du système. Concrètement, cette théorie a vu le jour avec la critique marxiste de l'économie politique capitaliste. L'économie capitaliste se fonde sur le prélèvement des excédents par le biais de ce que Marx a dénommé la plus-value, c'est-à-dire la valeur produite par le travailleur, déduction faite du coût de sa propre reproduction matérielle et du coût du capital consommé. Cette plus-value est généralement extraite par le capitaliste (propriétaire des moyens de production) au moyen des rapports salariaux au sein d'une usine ou d'une unité de production.

La situation est très simple : un travailleur est embauché à la journée ou à la tâche et il est payé au prix de son entretien dans les conditions du pays où il vit. Il travaille, et une fois les marchandises produites, celles-ci sont vendues au consommateur final pour leur prix de marché, soit les coûts de production + le profit moyen du capital investi. Une fois l'opération terminée, le propriétaire du capital s'approprie le solde.

La légitimité de l'exploitation ou du transfert des excédents des travailleurs aux capitalistes réside dans le fait que les marchandises sont échangées pour ce qu'elles coûtent sur le marché. Autrement dit, tout repose sur la démocratie marchande ou rémunération « équitable » du marché, qui est l'arbitre principal de la distribution des ressources. Dans les pays semi-coloniaux, le coût de production de la force de travail nationale est très faible, du fait, justement, de la surexploitation. La question que les capitalistes évitent généralement de se poser, mais à laquelle on aimerait qu'ils répondent, est celle de savoir qui décide, par exemple, qu'un ouvrier d'une usine de sous-traitance au Nicaragua doit être payé 30 centimes de dollars de l'heure pour confectionner des jeans, alors qu'aux États-Unis, pour la confection de pantalons identiques, l'heure de travail d'un ouvrier est de 8 dollars. Ils rétorqueront sans doute que cela dépend du niveau de vie des travailleurs, qui diffère d'une nation à l'autre. Reformulons donc la question : qui décide que le niveau de vie est plus élevé ici ou là ? Comme nous l'avons dit plus haut, et c'est une question qui mérite qu'on y consacre d'autres travaux, tout dépend de la différenciation ou hiérarchie mondiale de la rémunération, sachant, notamment, qu'au niveau international les rapports commerciaux sont tels que les nations qui contrôlent le marché mondial imposent des prix de monopole, c'est-à-dire non équitables, qui appauvrissent l'ensemble des pays subordonnés au marché capitaliste mondial.

Marx a désigné la classe travailleuse produisant de la plus-value sous le terme de prolétariat, une classe ouvrière industrielle exploitée et paupérisée par le capital. Pour le marxisme, l'atout révolutionnaire de cette classe réside dans son fort potentiel organisationnel et sa capacité de prendre conscience qu'elle est exploitée (en tant que productrice de richesse, mais appauvrie du fait de la nature de ses rapports avec les moyens de production), mais, surtout, dans sa capacité de gérer directement la production par le biais de conseils ouvriers, comme cela a été le cas de la Yougoslavie, aujourd'hui démantelée.

Ceci étant, et comme il a été dit plus haut, tous les travailleurs salariés ne sont pas des ouvriers et ne sont donc pas considérés comme faisant partie du prolétariat. Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs du secteur services, par exemple, les employés du secteur public. D'autre part, les ouvriers des usines ne sont pas les seuls travailleurs exploités, car il y a des travailleurs qui, n'étant même pas salariés, sont exploités par le capital, bien que de manière indirecte. C'est le cas des paysans, par exemple. C'est ce que le marxisme dénomme exploitation indirecte.

Le prolétariat et l'autogestion généralisée

Quelle que soit la forme qu'il revêt, le prolétariat est un concept lié dès sa naissance au fonctionnement du système capitaliste. Peu importe la modalité ou le type de capitalisme : il peut s'agir d'un capitalisme concurrentiel ou monopoliste conduit par la bourgeoisie ou d'un capitalisme d'État. Selon la théorie marxiste, les forces productives cessent d'appartenir au capital lorsqu'elles sont directement gérées par les travailleurs. Cela s'applique également au capitalisme d'État, dans lequel toutes les forces productives sont aux mains de l'État et, par conséquent, les travailleurs dans leur ensemble sont des employés de l'État. Le système ne changera que lorsque les travailleurs organisés géreront directement les moyens de production, l'État, l'économie et la culture de leur pays.

Ceci étant, des situations limites se présentent parfois, qui mériteraient de faire l'objet d'un débat. Par exemple, lorsque la bourgeoisie n'existe plus et que tout se trouve entre les mains de l'État. C'est ce qui s'est produit à une certaine époque dans les pays socialistes et a été appelé socialisme d'État conduit par une bureaucratie. Certains penseurs marxistes préfèrent toutefois parler de bourgeoisie d'État : ils estiment que c'étaient les bureaucrates, et non les travailleurs, qui géraient l'économie, même si le système productif appartenait à l'État, voire à la nation.

Nous pensons que la différence entre le capitalisme d'État et le socialisme d'État réside dans le fait que, dans le premier cas, l'État œuvre en faveur du capital, et ce quel que soit le nombre des entreprises capitalistes ; et dans le second cas, la bourgeoisie privée est remplacée par l'État, dont les fonctionnaires tiennent les rênes au nom de l'ensemble de la société, la participation des travailleurs pouvant y être plus ou moins forte. Le socialisme d'État, et ce même si la gestion des affaires publiques n'y est pas encore aux mains des travailleurs, constitue un pas important dans la transformation du système. C'est pourquoi la disparition de ce type de socialisme a représenté un grand revers historique, car il a été remplacé par le néolibéralisme qui est son contraire. Le néolibéralisme entend confier l'ensemble des affaires publiques au secteur privé et, plus particulièrement, aux multinationales.

Si l'on s'en tient à la conception marxiste, le prolétaire —bien que cette notion ait trait à l'ouvrier industriel— est considéré dans le système capitaliste comme un travailleur productif lorsqu'il est productif pour le capital, peu importe qu'il soit tourneur ou chanteur. Cela implique qu'une personne qui travaille pour la communauté et est rémunérée selon le temps de travail qu'elle fournit à la société, déduction faite, bien sûr, de l'ensemble des coûts des dépenses économiques et sociales, ne peut être considérée comme un prolétaire.

Aujourd'hui, l'idée de Conseils du pouvoir citoyen ou Conseils du Pouvoir populaire a parfois été évoquée et a même commencé à se concrétiser. C'est sans doute un bon moyen de rafraîchir la théorie, la stratégie et la pratique, en visant l'instauration de formes et de rapports sociaux de production différents de ceux du capitalisme. C'est un retour vers l'idée première de Lénine, mise en œuvre au cours des premières années de la révolution socialiste dans les pays de l'Est : la création de conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Il existe d'ores et déjà, de par le monde, des centaines, voire des milliers d'entreprises directement gérées par les travailleurs, qui en sont, à tous les niveaux, les propriétaires et les gestionnaires.

Le prolétariat à son compte, l'exploitation indirecte et la pratique associative

Comme indiqué précédemment, il existe au sein de ce que nous appelons les nations prolétarisées (pour les différencier des nations industrialisées ou prolétaires comptant une majorité d'ouvriers d'usine) et aussi bien dans les campagnes que dans les villes, des travailleurs auparavant dénommés travailleurs informels ou vendeurs ambulants et que désormais l'on nomme couramment « travailleurs à leur compte ».

Ils sont à la fois producteurs et travailleurs : producteurs, parce qu'ils gèrent ou sont directement responsables de l'activité économique qui est la leur ; petits producteurs, aussi, car ils comptent parmi eux des paysans, des artisans, des pêcheurs artisanaux et des commerçants ; et travailleurs, dans la mesure où leur activité est du travail. Les penseurs libéraux ont coutume de les désigner sous le terme de « très petits entrepreneurs » ou de « travailleurs informels » ; nous préférons, quant à nous, les dénommer « travailleurs à leur compte » ou « travailleurs/ producteurs », car même si la plupart d'entre eux sont propriétaires de leurs moyens de production, ils n'embauchent pas d'autres travailleurs. Ils font le travail presque toujours eux-mêmes ou avec l'aide de leur famille. Contrairement aux travailleurs salariés, ils ne sont pas embauchés

directement, bien qu'ils fassent parfois l'objet de contrats à la tâche ou de sous-traitance. Certes, l'on constate des écarts de rémunération au sein de cette classe ou secteur, tout comme il en existe entre les membres de la classe ouvrière ou de la classe capitaliste —qu'on ne cesse pas pour autant de considérer comme appartenant à la « classe ouvrière » ou à la « classe capitaliste ». Il en va de même pour les prolétaires à leur compte.

Ces producteurs/travailleurs produisent des excédents qui sont drainés ou emportés par le marché vers d'autres classes sociales. On dit souvent qu'ils sont auto-exploités car, même s'ils produisent de la richesse, ils en sont dépossédés, et ce même en l'absence de patron. En d'autres termes, ce sont des travailleurs qui ne perçoivent pas de salaire et ne travaillent pas directement pour un employeur ; en outre, la plupart sont des producteurs qui travaillent et gèrent, directement ou non, leurs moyens de production, quoique sans avoir la capacité de retenir les excédents. Certains sont des petits commerçants et des prestataires de services de base pour la production et qui vendent à bon marché pour la consommation populaire. Il convient de signaler à ceux qui font valoir la nécessité d'échange d'équivalents, qu'un tel échange existe entre les travailleurs du secteur populaire de l'économie. En effet, les produits populaires s'échangent selon une moyenne qui incorpore la force de travail.

La non-équivalence des échanges a lieu lorsque d'autres secteurs entrent en jeu, qui sont rémunérés au-dessus de la moyenne et, à leur tour, achètent des marchandises pour un prix inférieur à leur valeur.

Bien que les producteurs/travailleurs produisent des biens pour leur propre consommation, la majeure partie de leur production et de leurs services est produite pour le marché. Autrement dit, ce sont des producteurs marchands ou des producteurs de marchandises, qui livrent celles-ci aux commerçants ou aux propriétaires du capital commercial. Du fait que nombre d'entre eux utilisent des fonds rotatifs ou ont recours au crédit pour produire, il leur faut donc acquitter des taux d'intérêt très élevés, allant de 20% à 40%, auprès des propriétaires du capital financier. L'on peut dire que les règles du marché et du processus marchand de transfert d'excédents auxquelles sont soumis les travailleurs à leur compte ne jouent pas en leur faveur.

Nous les dénommons prolétaires parce qu'ils produisent des excédents (équivalent à la plus-value) qu'ils transfèrent à d'autres secteurs par l'intermédiaire de rapports d'exploitation indirecte (commerciaux ou fondés sur le crédit). L'on peut donc dire qu'ils vendent leurs marchandises, par le biais du marché, à un prix équivalant à ce que coûte leur reproduction précaire, mais que la valeur de ces marchandises ou la quantité de travail qu'elles renferment est supérieure à celle qu'ils reçoivent dans l'échange marchand. Sans le savoir, ils louent leur force de travail à un prix inférieur à ce qu'ils produisent.

Ceci étant, si l'on tient compte du fait que la marchandise n'atteint sa valeur finale que lorsqu'elle se trouve sur le marché (sous forme de matière première ou avec la valeur ajoutée tout au long de la chaîne productive ou de la chaîne de valeur jusqu'à la consommation finale), il convient de considérer que les travailleurs qui prennent part à sa transformation, sa publicité, son transport, son stockage et sa distribution finale, donc qui permettent de l'acheminer jusqu'à l'acheteur, créent de la valeur (ou maintiennent la valeur, ce qui revient au même). En d'autres termes, la distribution de la marchandise fait partie de ses coûts de production, y compris la vente aux coins des rues, de sorte que moins ils dépensent pour sa distribution, plus le grand producteur et le grand commerçant se remplissent les poches. Dans tous les cas, il s'agit d'un travail productif (pour le capital), car il contribue à accroître le profit du propriétaire du capital. Il y a donc là une forte inégalité de rémunération entre les différents participants à la chaîne, depuis l'usine jusqu'à la rue, où la marchandise est vendue au détail.

Citant Marx une nouvelle fois, ne serait-ce qu'en raison de l'autorité qu'il détient en matière d'économie politique, il convient de rappeler qu'une classe n'existe en tant que telle que lorsqu'elle est organisée. Cela vaut surtout pour ce qui a trait à la lutte des classes. À titre de rappel, son célèbre passage sur la paysannerie, où il avance qu'elle constitue une classe du fait de ses conditions communes, économiquement parlant, mais qu'elle n'en sera pas une tant que les paysans demeureront isolés, sans prise de conscience ni organisation. Tous ceux qui sont organisés (femmes, indigènes, habitants des quartiers, réseaux de toutes sortes, etc.) en lutte contre le système capitaliste et les tares de la civilisation actuelle peuvent donc être considérés comme faisant partie du contingent social anticapitaliste. Nous pouvons de ce fait élargir la catégorie de prolétariat à son compte à celle de révolutionnaire, qui est ce qui en définitive importe le plus lorsqu'il s'agit de prévoir les contingents sociaux transformateurs du système.

Privilégier l'organisation contre le système permet de surmonter les conditions défavorables qui affectent ceux que nous appelons les travailleurs à leur compte en leur double qualité de travailleurs qui ne perçoivent pas de salaire et de producteurs qui ne réalisent pas de profits. Ils évoluent et travaillent dans un processus d'appauvrissement permanent, car ils interviennent dans les premiers maillons de la chaîne de valeur ; au plan social, ils n'ont pas l'avantage de pouvoir se regrouper, comme les travailleurs salariés. Ils ont donc plus de mal à trouver leur identité de classe et leur cohésion politique. Toutefois, grâce à l'expérience des dernières années qui révèle le potentiel organisationnel de nos sociétés, nous commençons à vouloir sortir du bourbier économiciste dans lequel nous sommes enlisés depuis si longtemps.

Autrement dit, dans la mesure où l'ensemble des citoyens a conscience de la nécessité et de la possibilité de dépasser le système capitaliste, tous et toutes devraient être en mesure de prendre

part à la grande croisade contre le système —que ce soit à partir d'une organisation syndicale autogérée ou d'une association écologique. Dans la révolution politique, personne n'a jamais été sommé de faire preuve de son origine de classe ou de son statut de classe ; seule la position politique a compté. C'est également le cas de toutes les révolutions, en commençant par la Révolution française, où les aristocrates eux-mêmes ont milité aux côtés des secteurs populaires français qui combattaient l'ancien régime féodal et monarchique.

Dans une révolution, nul n'est obligé d'appartenir à une classe ou à un secteur donné pour lutter et œuvrer en faveur d'un projet, de même qu'il n'est pas non plus nécessaire d'être prolétaire pour préconiser l'émancipation du prolétariat, ni indigène pour défendre les intérêts des populations indigènes, ou femme pour se battre pour la libération des femmes.

Pour en revenir au prolétariat à son compte, il convient de signaler que ce sont les femmes dites « au foyer » qui y occupent la première place. Elles sont, en toute légitimité, des travailleuses à leur compte, même si elles ne travaillent pas en dehors de chez elles, et c'est à ce titre qu'elles appartiennent au prolétariat à son compte. Ces travailleuses sont exploitées par le capital par le biais du marché, dont l'homme est l'intermédiaire. Sans elles, le système capitaliste serait pratiquement incapable de fonctionner, car c'est essentiellement sur elles que repose la reproduction matérielle et idéologique des futurs travailleurs. C'est également elles qui, pour assurer la survie et la préparation de la future force de travail et de la population dans son ensemble, ajoutent par leur travail de la valeur au salaire de l'époux ou à ses revenus.

Dès les premiers travaux de Marx et Engels, et jusqu'au féminisme contemporain, les rapports entre les femmes et les hommes sont considérés comme le théâtre où la lutte des classes a commencé à se jouer il y a des milliers d'années, bien avant même l'existence du système capitaliste. L'importance des femmes, en tant que travailleuses à leur compte, est stratégique pour plusieurs raisons : a) elles sont les premières à travailler sans rémunération et les principales créatrices d'une économie sociale, car elles jouent un rôle de premier plan dans l'économie sociale au sein des ménages : elles entretiennent des rapports fondés sur la solidarité, notamment la leur envers les autres membres de la famille ; b) ce sont elles qui ont empêché le marché ou les rapports marchands de pénétrer dans leur économie, celle-ci conservant encore la nature non marchande d'une classique économie sociale du travail ; c) tout comme les paysans et les travailleurs à leur compte (auparavant connus comme travailleurs du secteur informel urbain), les femmes (« au foyer ») ne gagnent pas de salaire, ne réalisent pas de profit et travaillent sans horaire toute la journée.

En deuxième lieu viennent les paysans, les pêcheurs à leur compte ou les pêcheurs artisanaux qui, à l'instar des femmes qui travaillent chez elles, ne perçoivent ni salaire ni profit et s'insèrent

dans des contextes communautaires ; s'ajoutent à eux les populations indigènes décimées, exploitées, marginalisées et chassées de leurs terres depuis plus de 500 ans, une situation qui dure encore de nos jours. Rappelons également que la communauté est un espace très propice aux rapports de solidarité, non seulement au sein des peuples indigènes, mais encore dans les communautés rurales en général. Au Nicaragua, les travailleurs ruraux contrôlent plus de cinquante pour cent des terres et la production rurale, artisanale, industrielle, de même que la pêche et la production vivrière sont entre leurs mains ; ils produisent une grosse part des devises et créent de nombreux emplois. Il convient d'incorporer également les travailleurs qui ont émigré dans d'autres pays et envoient chaque mois de l'argent à leurs familles, faisant ainsi preuve d'une attitude solidaire sans précédent. Puis, plus récemment, et bien que cette catégorie de travailleurs existe depuis la naissance du capitalisme, les travailleurs urbains à leur compte, objet de la présente étude. À l'heure actuelle, au Nicaragua, ils contrôlent la plus majeure partie du commerce, du crédit, des transports internes et de la distribution.

De fait, la bourgeoisie —soit les petits commerçants et les artisans qui ont jadis peuplé les bourgs d'Europe— est née comme une petite bourgeoisie composée de travailleurs libres qui se débrouillaient pour survivre sans le seigneur féodal. Ils se sont d'abord organisés en corps de métiers pour défendre leurs intérêts. Plus tard, avec le développement du marché capitaliste, une profonde différenciation sociale a commencé à les diviser : certains d'entre eux sont devenus des bourgeois chefs d'entreprise, d'autres des travailleurs prolétaires (en sous-traitance ou payés à la tâche, ou encore directement salariés dans les usines).

Nous ne pouvons négliger le fait que, théoriquement du moins, les travailleurs à leur compte (entendus dans toutes leurs expressions) sont susceptibles d'entrer en concurrence les uns avec les autres et de refaire le parcours du développement capitaliste, donc de faire naître entre eux une profonde différenciation sociale ou d'importants écarts de revenus du fait des différentes strates auxquelles ils appartiennent. C'est la raison pour laquelle nous développerons, dans la section suivante, la stratégie visant à empêcher que ce phénomène se produise : la pratique associative.

Le prolétariat à son compte et la pratique associative

Contrairement au prolétariat industriel, les travailleurs/producteurs de biens et de services ou prolétaires à leur compte travaillent individuellement et isolément. Ils appartiennent à ce qu'on a appelé la production marchande simple (individuellement ou en famille) et c'est pour cette raison que la pensée marxiste les a qualifiés de petite bourgeoisie. Cependant, dans la structure

économique de nos pays, ils constituent une majorité. Ils sont autant ou plus appauvris que les ouvriers. Une fois associés, ils développent une conscience politique face au système dominant, qui est l'une des caractéristiques dont Marx se servait pour définir le prolétariat : une classe en soi (strate économique, objective, mesurable) et une classe pour soi (une organisation pleinement consciente de ses intérêts de classe).

Comme il a déjà été dit plus haut, les travailleurs à leur compte sont très nombreux dans le Tiers Monde. Ils fournissent des services de base, des aliments, des devises et des emplois (75%). C'est donc sur eux que repose une part importante de l'économie nationale. Depuis quelques années, et du fait qu'elle est en concurrence inégale avec les multinationales, la bourgeoisie nationale accumule les faillites ; parallèlement, les travailleurs à leur compte commencent à contrôler une grande part de la production dans les principales branches de nos économies. Ils assurent la survie de milliers de familles en créant massivement des emplois et contribuent par là à la stabilité et à la bonne gouvernance.

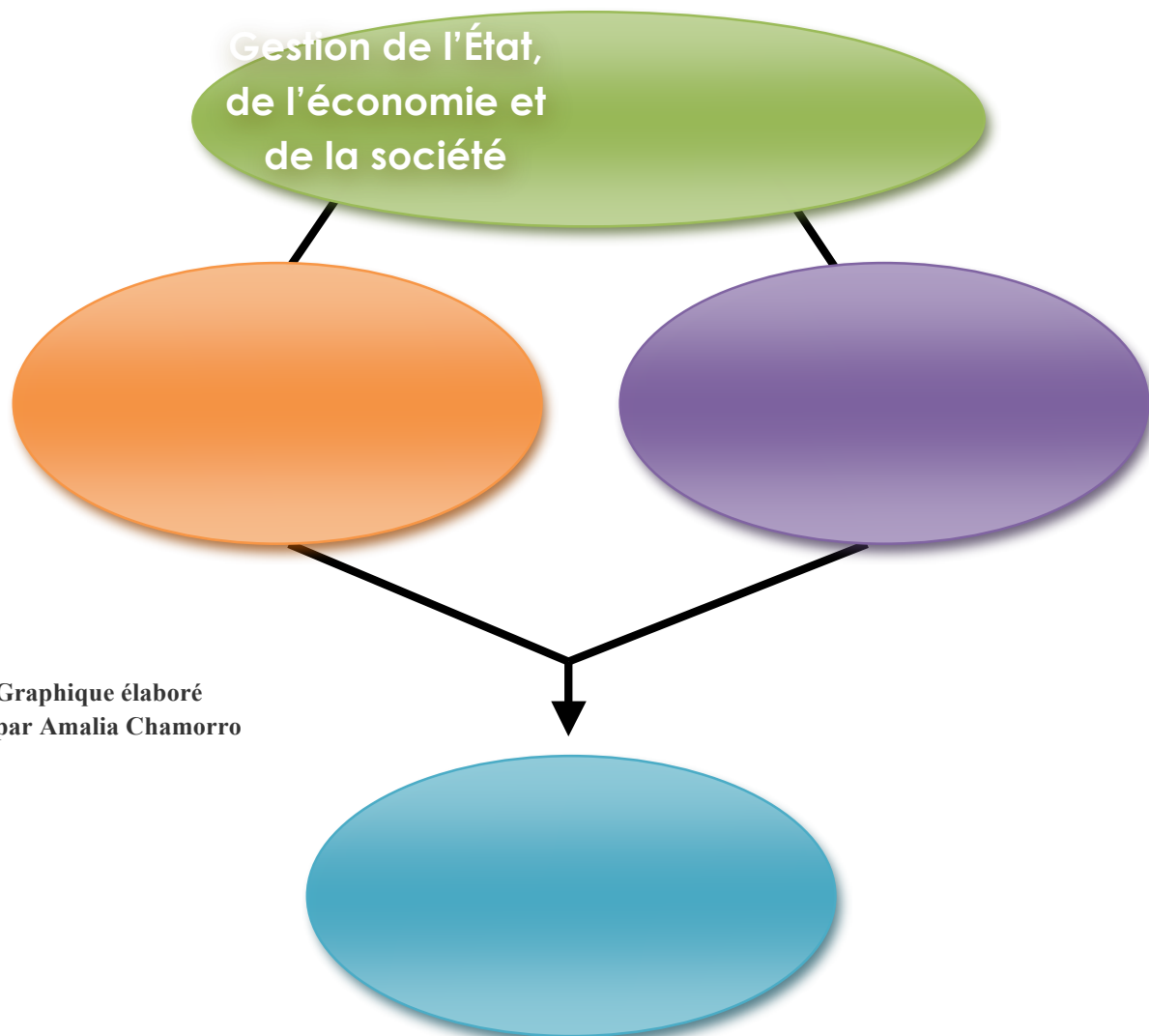
Ils sont quand même toujours des producteurs appauvris. Les rapports marchands les déposèdent des excédents qu'ils produisent ; leur mode de travail, individuel, ne leur permet pas de parvenir à une économie d'échelle, donc d'obtenir des rendements plus élevés ou d'accumuler, toutes choses qui, en principe, ne sont pas incompatibles avec leur projet. Certes, il existe une forte différence entre l'accumulation capitaliste et l'accumulation alternative. Si, pour le capitaliste, l'accumulation est une fin en soi, pour ces producteurs ou travailleurs à leur compte, elle est un moyen, dont la finalité est d'accroître leur bien-être et d'établir des rapports associatifs de production afin de faire front au capitalisme.

Ce secteur est en pleine croissance et sa visibilité ne cesse de grandir : il fait preuve de capacité en matière d'organisation, de plaidoyer et de formulation de propositions en vue d'un développement socioéconomique alternatif. La plupart des travailleurs à leur compte sont des femmes. Ce sont principalement elles, en effet, qui ont fait les frais des politiques néolibérales de déréglementation (entre autres, la double journée de travail à la maison et à l'extérieur, et la discrimination et la maltraitance croissantes au sein de leur ménage, mais aussi en dehors).

Le modèle néolibéral harcèle ces travailleurs. Il les humilie, les méprise et les pénalise. Il leur refuse le droit à la propriété, à un emploi décent, au crédit, aux services sociaux et au bien-être. Leur seule issue, pour améliorer leurs conditions de travail et de vie, est de s'associer ; leur seule issue, pour s'approprier les derniers maillons de la chaîne de production, est de s'associer ; leur seule issue, pour avoir accès au processus d'intégration technologique et à la chaîne de valeur, est de s'associer ; leur seule issue, pour se convertir en une classe politiquement combative, est de s'associer ; en d'autres termes, leur seule issue est de créer l' « union des producteurs librement

associés », tel que Marx définissait le socialisme, c'est-à-dire de s'associer au plan social, économique, politique et culturel. Une telle association pourrait aujourd'hui prendre le nom d'« union des travailleurs / producteurs librement associés ». Politiquement parlant, ce secteur se trouve à l'avant-garde de la lutte pour la souveraineté, l'indépendance et l'autodétermination des peuples, le respect des traditions, des coutumes et de l'identité culturelle.

Pour conclure ce chapitre, le graphique ci-dessous montre le prolétariat dans son ensemble, en le décomposant en prolétariat salarié industriel et prolétariat à son compte. Cette classe cessera d'être considérée en tant que telle lorsque ses membres, enfin convertis en travailleurs libres, géreront non seulement la production et l'économie, mais encore l'État et l'ensemble de la société ; autrement dit, lorsque l'hégémonie ou le leadership moral et intellectuel de la société servira les intérêts de toute la population. Certes, il reste beaucoup de chemin à parcourir pour parvenir à ce stade, mais il convient d'entreprendre dès aujourd'hui les tâches qui rendront cela possible.



Graphique élaboré
par Amalia Chamorro

La construction de l'économie sociale : programme, stratégie et tâches visant à la consolider

Si remplacer une économie ou un système implique l'existence d'un sujet économique en mesure de prendre en charge la gestion de l'État, de l'économie et de la société dans son ensemble, un pas intermédiaire que le prolétariat doit considérer comme nécessaire est de s'associer pour gérer les différents maillons de la chaîne de valeur.

Pour le marxisme, ce rôle était dévolu au prolétariat industriel, celui-ci étant entendu comme la classe opposée au capital, productrice de la richesse d'un pays et capable de s'organiser en conseils pour gérer la nouvelle économie, l'État et la société. Un tel rôle lui conférait toute légitimité pour se convertir en classe révolutionnaire et pour abolir les classes, y compris celle qu'il constituait ; autrement dit, cette classe était destinée à devenir le fossoyeur du capitalisme et à le remplacer pour construire le socialisme et parvenir au communisme, un système sans classe, mais aussi sans division du travail, et dans lequel, comme corollaire de l'augmentation de la productivité du travail, la distribution s'accorderait aux besoins de chacun.

Comme cela a déjà été dit plus haut, le prolétariat industriel ne s'est pas converti en classe majoritaire ; il ne semble pas non plus être en mesure d'y parvenir. Les autres secteurs, désignés sous le terme de petite bourgeoisie, n'ont pas disparu non plus ; au contraire, ils tendent à représenter la majorité des travailleurs. Ce que l'on constate, c'est que l'économie populaire est en train de se substituer à l'économie locale capitaliste. De nos jours, nul capitaliste entend se livrer à la production d'aliments, alléguant qu'elle engendre des pertes ; si d'aventure l'un d'entre eux s'y risque, c'est parce qu'il bénéficie de subventions. Seules l'économie populaire et l'économie sociale s'y consacrent sans aucune subvention, mais au prix d'un appauvrissement considérable dû aux prix du marché monopoliste.

En parlant d'appauvrissement, nous ne voulons pas dire qu'il faille considérer les pauvres comme une catégorie de travail ou de lutte. Être pauvre n'est pas une catégorie économique ; c'est une catégorie qui a été consacrée par l'Église et est aujourd'hui largement utilisée par les organismes internationaux qui réclament une aide sociale. Nous ne les appréhendons pas en tant que pauvres, mais en tant que producteurs/travailleurs appauvris, ce qui permet de les réintégrer dans une catégorie socioéconomique.

Nous ne sommes pas contre le fait d'offrir un verre de lait à un pauvre, mais nous considérons que c'est de crédits dont a besoin le producteur / travailleur et que ce qu'il souhaite, c'est la mise en œuvre de politiques économiques qui favorisent ses intérêts et garantissent l'égalité des

chances en matière de production et d'économie, tout comme en bénéficient les chefs d'entreprise traditionnels, bien que la plupart d'entre eux soient sur le point de faire faillite.

Dans ce contexte, les transformations mêmes du capitalisme ont facilité la naissance du prolétariat à son compte, qui n'a cessé depuis de rechercher sa place dans la théorie et dans la pratique contestataire pour ne plus être uniquement perçu comme un ensemble de pauvres ou une simple masse électorale dont il n'est tenu compte qu'au moment des élections.

Il s'agit donc de concevoir clairement un projet historique dont les travailleurs à leur compte seront à la fois les protagonistes et les communicateurs, mais pour lequel ils nécessiteront également l'appui des leaders politiques, sociaux et intellectuels, et des artistes et des analystes en général.

En nous fondant sur ce qui vient d'être énoncé et sur l'expérience accumulée par les révolutions politiques de libération nationale et celle de la première grande tentative de parvenir au socialisme, nous proposons que ce prolétariat à son compte soit considéré, aux côtés de son aîné, le prolétariat industriel, et avec les nations prolétarisées, comme partie intégrante du sujet économique qui est appelé à confronter les régimes et les systèmes qui reposent sur le capitalisme globalisé.

L'économie populaire, c'est-à-dire celle des travailleurs individuels, isolés et appauvris, est le vivier et le premier maillon de ce projet historique. Ces travailleurs doivent s'organiser politiquement et économiquement, et améliorer, sur ces deux plans, leurs conditions de vie. Sortir de leur isolement implique qu'ils doivent prendre conscience de leur identité face à la société capitaliste qui les marginalise et les exploite, et s'organiser et se mobiliser en fonction d'un projet associatif et d'autogestion, afin de s'intégrer à ce qui, dans ce contexte, mérite pleinement l'appellation d'économie sociale et solidaire.

Si l'économie populaire est le préambule des rapports associatifs et solidaires, l'économie sociale et solidaire est le prélude de la voie socialiste. L'économie sociale prend naissance au sein de l'économie populaire et impulse la pratique associative, puis atteint un tel niveau d'organisation, tant au plan politique qu'économique, qu'elle peut commencer à se substituer à l'ancien système.

En principe, depuis que le marché capitaliste existe, toute production est sociale par nature, au sens où il existe une interdépendance économique entre les différents maillons de l'économie et de la société. Cependant, lorsque nous parlons ici d'économie sociale du travail, nous voulons nous référer à un bloc social d'alliances se composant, entre autres, de syndicats autogérés, d'associations de travailleurs et d'habitants de quartiers, de différents réseaux ayant établi des

rappports associatifs ou de solidarité, à savoir des structures consciemment opposées à la différenciation sociale et à l'appropriation individuelle des excédents sociaux dans le système national et mondial actuel.

La stratégie de cette économie est celle de toute classe souhaitant s'émanciper : la prise de conscience, celle d'être exploitée par le capital par l'intermédiaire du marché et du fonctionnement du système capitaliste national et mondial. Il convient que cette prise de conscience, qui doit prendre corps dans le discours, pousse les travailleurs de cette économie à s'organiser au plan politique, par corps de métiers ou par territoires, à l'échelon local et national, et au niveau international. Lors de la phase de mobilisation, la conscience organisée se convertira en un mouvement social permettant d'améliorer le rapport de forces des secteurs du pays concerné ; des secteurs qui se battent pour accroître leur niveau de vie par l'augmentation de leurs propres revenus, d'une part, mais aussi à l'aide des excédents nationaux, concrètement le budget de la nation, d'autant plus que ce sont eux qui paient le plus d'impôts. Rappelons que dans les pays du Tiers Monde, les impôts indirects sont plus élevés que les impôts directs et que c'est précisément la majeure partie de la population, dont le prolétariat à son compte, à qui il échoit d'acquitter cette charge fiscale. Il n'en reste pas moins que ce qui importe au premier chef, c'est de progresser dans le contrôle, individuel et associatif, de la production, des transports, du commerce local et international, de la distribution et de la consommation.

Il s'avère de la plus grande importance d'envisager, au sein de cette stratégie, la conclusion d'alliances entre tous les secteurs, urbains et ruraux, sans oublier le capital national, qui feront ainsi cause commune dans la défense de leurs intérêts. La stratégie de ce bloc social consiste à cohabiter et à tirer avantage des apports de la révolution démocratique et bourgeoise, du socialisme d'État et de toutes les expériences associatives et d'autogestion plus récentes. Une fois organisés politiquement et par corps de métiers, il leur faudra parvenir à un niveau politique suffisant pour se convertir en un large mouvement social et national, en mesure de faire pression, par le biais des organisations qui le composent, sur les institutions publiques et d'avoir une incidence sur les politiques sociales et économiques de l'État. Sans cesser de faire valoir ses propres revendications, ce mouvement aura pour objectif principal de recueillir l'adhésion de l'ensemble de la nation à un programme historique alternatif.

Le système capitaliste traverse une crise. Il éprouve de plus en plus de mal à se tenir debout, n'étant même pas capable de créer les emplois qui lui rendraient la tâche plus aisée. En dépit de cela, l'économie sociale que nous présentons ici ne doit pas être considérée comme une forme d'économie socialiste ayant aboli la propriété privée et s'étant débarrassée des chefs d'entreprises capitalistes. Elle constitue néanmoins un conglomerat qui offre une résistance assidue et directe au système capitaliste, tant au plan économique que politique.

Il nous faut à présent aborder le thème de la propriété, qui reste le point central de toute réflexion sur le mode de prélèvement des excédents dans une société donnée et qui constitue la caractéristique principale de tout système. Sur ce point, nous pensons que l'économie sociale et solidaire se doit de progresser vers un contexte pluriel, tout en étant consciente de devoir coexister, de manière contradictoire, avec des rapports sociaux ou des formes de propriété qui lui sont adverses. Ceci étant, tout en œuvrant à l'établissement de rapports équitables dans l'actuelle division nationale et internationale du travail, il convient de mettre en œuvre la stratégie suivante : a) le respect de toutes les formes de propriété, mises à part celles d'intérêt national ; b) la protection de la petite propriété ; et c) l'encouragement de la propriété publique et associative, qu'il s'agisse de propriété foncière ou de propriété du capital.

Le but poursuivi n'est donc pas de faire passer tous les moyens de production aux mains de l'État, comme dans le socialisme d'État du siècle dernier, car pour ce faire il faudrait les exproprier. Il est toutefois souhaitable que l'État conserve la mainmise sur les entreprises stratégiques, au niveau national ou municipal et surtout que la société exerce sur elles un certain contrôle démocratique. Il s'agit, pour être précis, de faire prendre corps progressivement à une idée qui n'est pas nouvelle : que tout le pouvoir —dans ses aspects économiques, politiques et culturels— soit entre les mains de conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, mais également de femmes, de travailleurs de tous les secteurs de services, de consommateurs et de citoyens en général ; autrement dit, n'exclure personne. Toutes et tous peuvent se rallier à l'organisation de leur choix afin de gérer les intérêts collectifs et communs à l'ensemble de la société.

Le socialisme est un processus dans lequel la différenciation sociale ou l'existence de plusieurs classes sociales héritées du modèle capitaliste antérieur disparaît progressivement au profit d'une société sans différences de classe. C'est pourquoi, dans une véritable société socialiste comme Cuba, par exemple, il n'existe pas de bourgeoisie, mais un conglomérat social qui évolue au quotidien à chances égales ; un système qui, du fait des énormes difficultés qu'il rencontre pour accumuler et faire en sorte que l'État puisse assurer l'entretien de tous les citoyens, se voit contraint aujourd'hui de recourir au capital international et de convertir, de manière ordonnée, des millions d'ouvriers en travailleurs à leur compte. S'il n'y parvient pas, surtout dans les conditions actuelles, il lui sera presque impossible de poursuivre la mise en œuvre d'un projet socialiste sans avoir accès au capital, celui-ci étant entendu comme les ressources disponibles nécessaires au bien-être de toute société. Sans égalité des chances au plan économique, au niveau national et international, le socialisme ne serait que misère généralisée et effondrement économique de tout secteur ou pays qui tenterait de transformer le monde.

De là, l'importance de continuer à hisser le drapeau de la souveraineté nationale et de poursuivre la mise en œuvre des alliances internes et des alliances régionales. Le capitalisme, en effet, fonctionne comme le colonialisme, l'impérialisme et le néocolonialisme.

En principe, les conditions pour prendre une orientation socialiste sont créées par une révolution. Dans la pensée et dans la pratique, cependant, jamais la possibilité d'y parvenir d'une façon évolutionnaire, c'est-à-dire par des réformes successives dans tous les domaines, n'a été écartée : au moyen de la démocratie représentative, pour éduquer les gens, faire basculer l'opinion publique et obtenir l'hégémonie en faveur du nouveau projet ; et depuis la démocratie participative, pour démolir tous les privilèges et les vices du pouvoir sous toutes ses formes, jusqu'à la démocratie directe qui, dans l'exercice du droit à la pratique associative et à l'autogestion généralisée, instaure des conseils territoriaux et sectoriels. Voilà ce qui est en train de se passer, silencieusement, dans nos sociétés prolétarisées, où l'économie populaire, dans sa phase individuelle ou associative, commence à disputer à la bourgeoisie, sur son propre terrain, le contrôle direct de l'économie.

Pour ce qui est de la transformation révolutionnaire, la principale leçon que l'on peut tirer, depuis la Révolution française jusqu'aux révolutions socialistes du XXe siècle, est qu'il est nécessaire de combiner la prise du pouvoir politique par un projet —la gestion étatique de l'économie— avec l'accès à la propriété et à la gestion des moyens de production par la classe qui se propose d'incarner le projet alternatif : la bourgeoisie, dans le cas du capitalisme. Pour ce qui est du socialisme, c'est aux ouvriers autogérés, aux coopératives de travailleurs à leur compte et aux réseaux de consommateurs que ce rôle sera dévolu.

Souvent, lorsque l'on se réfère à la lutte des classes, les conditions et le parcours obligé du travail politique nous conduisent à nous centrer sur les revendications concernant les droits en général, ce qui est tout à fait indispensable comme initiation à la lutte démocratique pour l'hégémonie. La stratégie nous force également, en alliance avec d'autres mouvements sociaux et surtout avec des partis politiques, à envisager la prise du pouvoir politique et le contrôle et la gestion de l'État en fonction des intérêts de chaque corps de métier. Mais, par-dessus tout, il importe de ne pas minimiser les tâches révolutionnaires par excellence qui restent à accomplir : le contrôle de la production et la maîtrise progressive de l'économie par un nouveau bloc social conduit par ses membres eux-mêmes.

La révolution politique résout le problème de la démocratie politique. Elle peut même concourir à résoudre celui de la souveraineté nationale, du bien-être social et de la direction de l'économie planifiée démocratiquement par l'État. Mais la véritable révolution réside dans la possibilité pour l'ensemble des travailleurs de gérer directement les moyens de production en fonction de leurs

intérêts et de mettre en œuvre des politiques économiques qui leur soient favorables, dans un marché monopolisé par les grandes entreprises et les gros capitaux nationaux.

L'on trouve peu de publications, dans la littérature officielle, qui soulignent le rôle important et l'identité de ces secteurs. Ceux-ci ne sont même pas pris en compte dans les universités, bien que des études commencent à paraître, qui indiquent le poids, le comportement, l'envergure et l'importance de l'économie populaire et de l'économie sociale. Il en ressort qu'il est nécessaire de conclure des alliances avec toutes les forces de la société (partis politiques, gouvernements de gauche, municipalités, institutions en général —gouvernementales, civiles et religieuses, intellectuels, professionnels et artistes, universités, ONG, organismes de coopération internationale, mouvements sociaux, organisations en général, etc.).

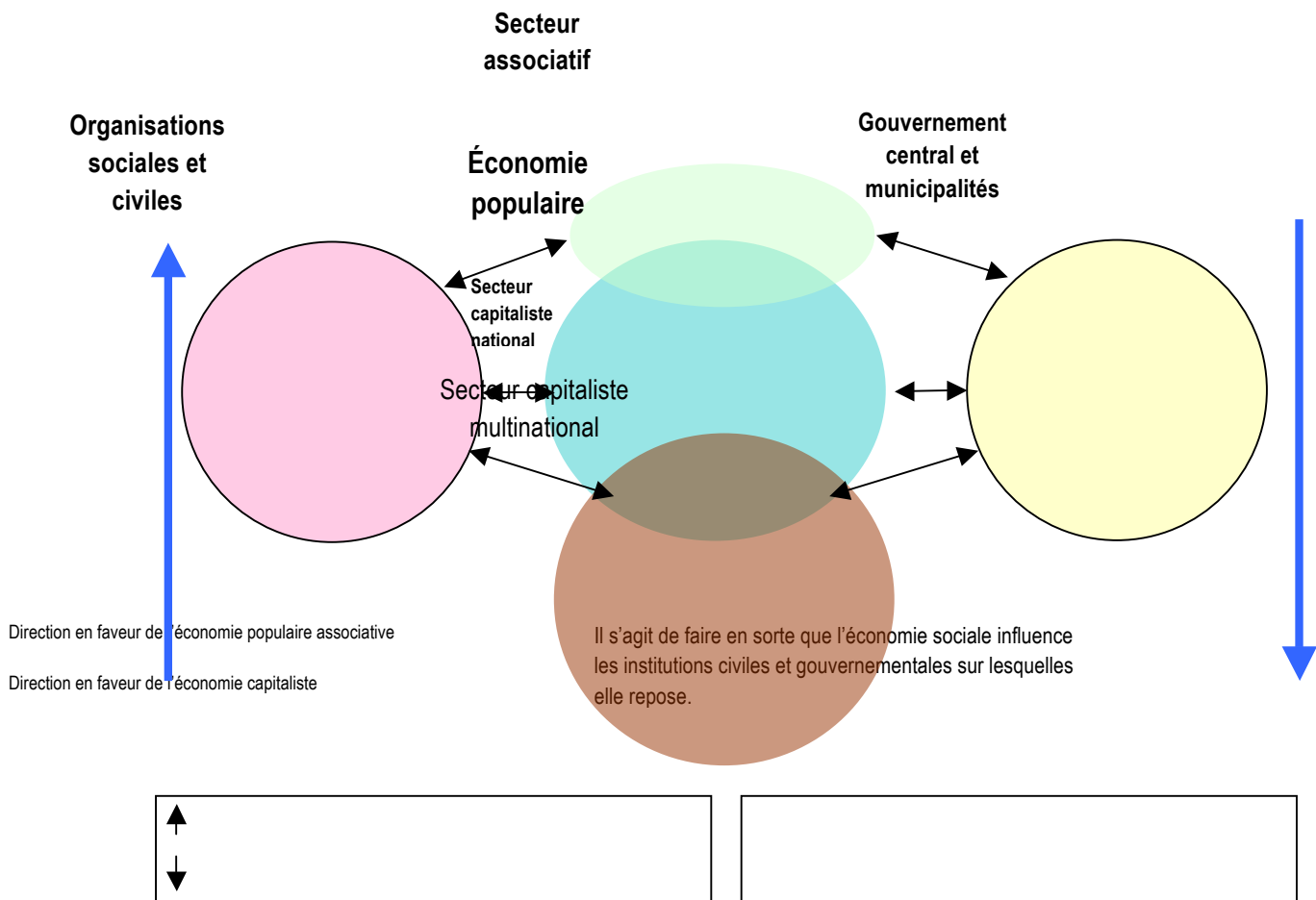
Le mouvement social qui parcourt aujourd'hui le monde se compose d'un grand nombre d'organisations souhaitant s'affranchir de la situation sociale dans laquelle elles ont évolué jusqu'à présent. Elles constituent un mouvement social *sui generis*, souvent appuyées par des gouvernements de gauche et devenant parfois elles-mêmes des gouvernements de gauche, comme cela a été le cas en Bolivie, où un mouvement social, le *Movimiento al Socialismo* (MAS), a réussi à constituer un parti et remporter les élections nationales.

L'on trouve, dans l'économie sociale, des dirigeants de diverses organisations qui sont parvenus à occuper des postes au sein des municipalités et des gouvernements. Ils y expriment leur identité et œuvrent en faveur des intérêts de leur secteur. Ces fonctionnaires ont auparavant milité au sein de coopératives, d'entreprises autogérées ou d'autres organisations contestataires.

Le fait qu'il existe un certain nombre de pays gouvernés par la gauche ne doit pas faire oublier que la lutte contre le système continue. Ces mêmes gouvernements de gauche doivent continuer à s'opposer au système dans son ensemble. Il convient d'être conscients de la permanence du système néolibéral et que c'est pour cette raison qu'il faut poursuivre le combat d'en haut et d'en bas. Si ces gouvernements de gauche souhaitent se différencier clairement de la droite, il leur faut privilégier les associations de producteurs, l'économie sociale, même si ce n'est pas facile, car il leur incombe de représenter la nation tout entière.

Le graphique de la page suivante montre le contexte dans lequel évoluent les différents secteurs économiques et l'orientation du nouveau projet social qui, tout en coexistant avec le capital, œuvre en faveur du développement national et soutient l'économie populaire dans son parcours vers la pratique associative et l'autogestion.

Contexte de l'économie sociale au sein du système capitaliste



Graphique élaboré par Amalia Chamorro

À la base du diagramme se trouve le secteur capitaliste, sous l'hégémonie du capital multinational. C'est le bloc hégémonique, du fait que les rapports du marché capitaliste sont les rapports dominants de l'économie, indépendamment du fait qu'il détienne ou non le contrôle de la terre et de la production, de la production d'aliments, des devises et des emplois. Au centre du diagramme se situe le bloc de l'économie populaire, le plus important en termes de nombre de ménages, de création d'emplois, d'apport au produit interne brut et de génération de devises. En dépit du fait qu'il contrôle une grande partie des terres et de la production agricole, manufacturière et commerciale, ce bloc n'est encore présent que dans les premiers maillons de la chaîne de valeur. Il ne prélève donc pas les excédents qu'il produit, puisque ceux-ci sont drainés par le marché vers les secteurs situés en aval de la chaîne. Pour échapper à cette situation d'appauvrissement, la seule issue est de s'associer et de s'approprier de nouveaux maillons industriels, financiers et liés aux crédits, et commerciaux (marché intérieur et extérieur) sur la chaîne de valeur de l'économie. Cela ne pourra se faire sans le soutien de l'État, c'est-à-dire du

gouvernement central et des collectivités locales, des centres d'études et de conseil technique, et des organisations sociales et civiles au sein desquelles se trouvent les intellectuels et les professionnels, les universités, les centres de recherche et les ONG.

Au sommet du diagramme, l'on trouve le secteur associatif : cette portion de l'économie populaire qui a réussi à s'organiser au plan économique, non seulement en gravissant les différents échelons de l'économie, mais encore en s'associant collectivement au sein de chaque maillon de la chaîne de valeur (crédit, commerce, industrie agroalimentaire, exportations et importations), en occupant des postes dans les gouvernements nationaux et les collectivités locales, et en s'alliant avec des partis à orientation socialiste.

De chaque côté du diagramme se trouvent, d'une part, les institutions de l'État et, d'autre part, les institutions ou les organisations civiles et sociales qui aident, ou devraient aider, l'économie sociale à naître. Aujourd'hui, seules deux options s'offrent à l'économie sociale et populaire :

- a) rester subordonnée aux rapports capitalistes et au monopole du grand capital, en fonctionnant comme un capitalisme populaire ;
- b) s'organiser et mettre en œuvre des pratiques associatives au sein du secteur agroindustriel, de manière à ce que le rapport de forces lui devienne plus favorable, sachant que le contexte est toujours celui d'une économie capitaliste.

Nous affirmons que les conditions objectives pour cette deuxième option sont réunies, principalement du fait que la dynamique de l'économie capitaliste des dernières années s'est caractérisée par deux tendances :

- a) la faillite des capitaux locaux due à la concurrence féroce des capitaux multinationaux ;
- b) les progrès accomplis par l'économie populaire en matière de contrôle des terres et de la production, bien qu'on ne puisse en dire autant concernant le prélèvement des excédents, ni l'orientation de la société et de l'économie en faveur de ce secteur.

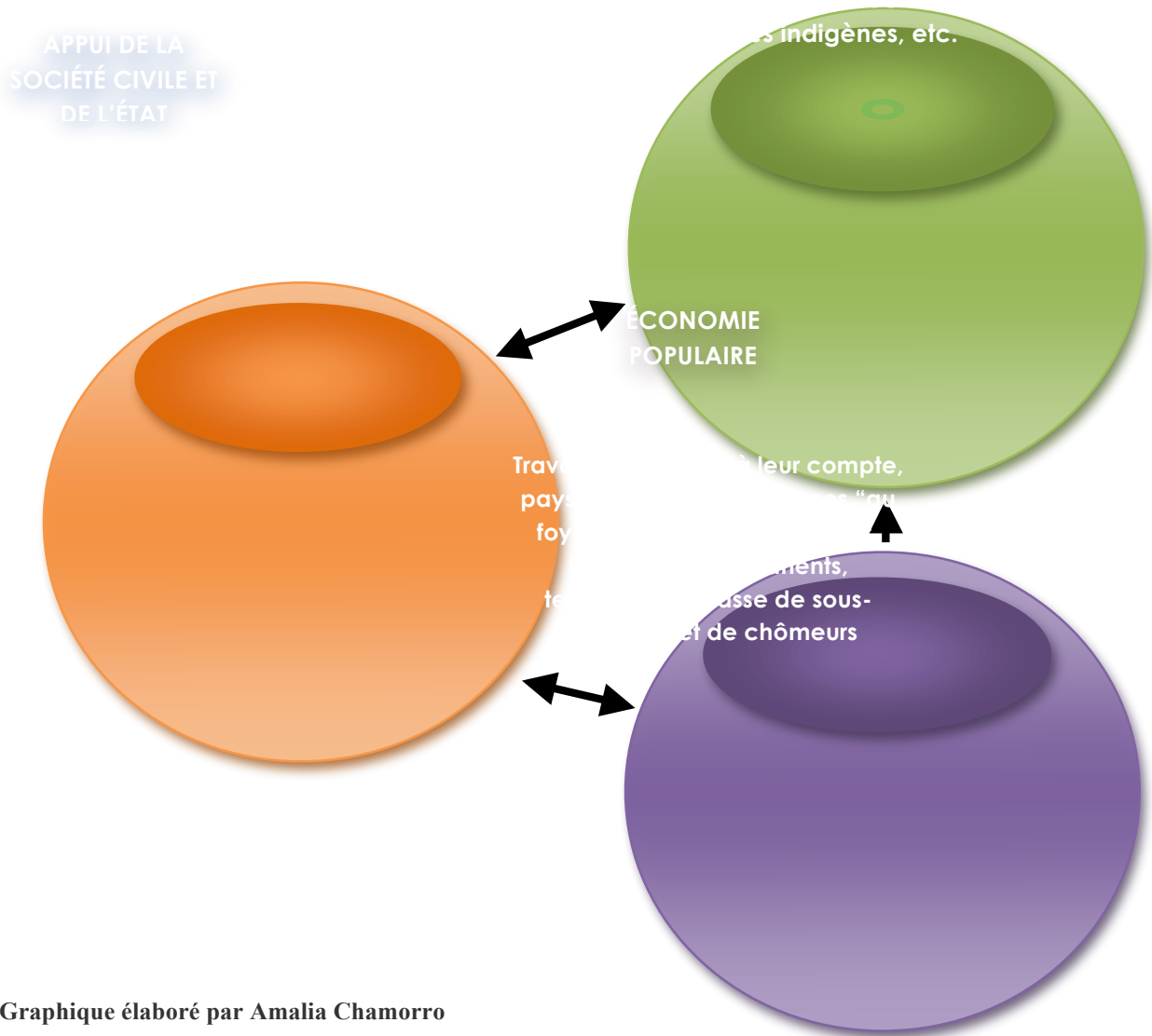
Deux flèches verticales flanquent le diagramme : l'une pointe vers le bas et l'autre vers le haut. Si les forces du grand capital se maintiennent, la dynamique de l'économie plongera vers le bas ; si celles de l'économie populaire et associative progressent, cette dynamique tendra vers le haut.

Les principaux acteurs du nouveau projet sont :

- a) *le bloc de l'économie populaire (les travailleurs individuels à leur compte, les paysans, les femmes « au foyer », les « très petites entreprises », les petits producteurs individuels artisanaux, la masse des chômeurs et des personnes sous-employées) ;*
- b) *le secteur associatif et autogéré (l'économie sociale et solidaire proprement dite) : coopératives, communautés indigènes, syndicats, fédérations, entreprises autogérées par les travailleurs, associations de consommateurs ou d'habitants de quartiers ;*
- c) *les gouvernements centraux et les collectivités locales, les organisations à but non lucratif, les corps de métiers, les organisations sociales et de la société civile, les médias, certaines institutions de la coopération internationale, entre autres, qui soutiennent l'économie sociale et solidaire.*

Le graphique suivant permet d'identifier les acteurs fondamentaux de l'économie sociale et solidaire et ceux qui lui viennent en appui.

Principaux acteurs de l'économie sociale



Graphique élaboré par Amalia Chamorro

L'ensemble de la population (travailleurs à leur compte, paysans, ouvriers salariés en général, petits et moyens producteurs, habitants de quartiers, étudiants, femmes, indigènes, consommateurs) doit s'identifier avec un projet et une stratégie. Mais il lui faut également se constituer en un bloc révolutionnaire résolu à accomplir toutes les tâches nécessaires à la construction d'une économie, d'un État, d'une culture et d'une société alternatifs, et se doter d'un programme s'inspirant des programmes révolutionnaires précédents, en ce qu'ils ont

toujours de viable, et des expériences en marche dans le monde. Dans les conditions actuelles, poursuivre et consolider un tel projet rend nécessaire d'adopter un certain nombre de mesures. Celles que nous exposons ci-dessous avaient été présentées dans le Manifeste communiste de 1848. Elles sont ici reformulées de manière à s'adapter aux nouveaux rapports de forces dans lesquels s'inscrivent les révolutions politiques entreprises par la gauche latino-américaine.

- 1) Redonner tout d'abord son leadership à l'État national qui, dans les dernières années, s'est vu privé d'une grande partie de ses fonctions par les politiques néolibérales désastreuses, notamment l'établissement des multinationales en position monopoliste et oligopoliste et l'ingérence européenne et étatsunienne dans les affaires intérieures de nos pays.
- 2) Restituer aux gouvernements les entreprises publiques qui ont été privatisées ; les entreprises gérées par les collectivités locales peuvent être administrées conjointement avec les fédérations de travailleurs et les coopératives, voire même avec les citoyens organisés qui souhaiteraient gérer certains services. Décréter la gratuité de tous les services publics, notamment la santé et l'éducation, ce dernier secteur pouvant ainsi être désormais lié à la production nationale. Centraliser le crédit entre les mains de l'État et des institutions publiques, tout en encourageant les associations de travailleurs et les coopératives à gérer des fonds rotatifs. Tout cela doit reposer sur une planification servant l'intérêt général, de manière à contrecarrer et à neutraliser toute tendance à la concentration et à l'exclusion des secteurs populaires du marché.
- 3) Obtenir la majorité politique aux élections au moyen de la lutte idéologique. En d'autres termes, se battre pour l'hégémonie du pouvoir, afin d'être en mesure de mettre en œuvre les programmes et les tâches de l'économie sociale et solidaire. Cela signifie que les travailleurs ont le devoir de s'instruire et de fournir leurs meilleurs efforts pour parvenir aux mêmes niveaux d'instruction que la bourgeoisie, aussi bien dans le domaine de l'économie que celui de la culture.
- 4) Constituer un bloc social alternatif qui comprenne, outre les organisations associatives et autogérées, les mouvements sociaux et les partis politiques de gauche. Ce bloc se composera de conseils ou de parlements organisés à tous les niveaux : travailleurs, enseignants, populations indigènes, femmes ; ou par territoire : à l'échelon municipal, régional et national. Il englobera également l'économie populaire : les travailleurs à leur compte, les producteurs et les artisans, ainsi que ceux déjà associés au sein de l'économie sociale et solidaire : les coopératives —y compris leurs unions et fédérations— et les entreprises mixtes (nationales, municipales et régionales).

- 5) Articuler la lutte à l'échelon continental et mondial, notamment avec les peuples du Sud. L'échelle de notre économie, le degré de pauvreté dans tous les domaines et le rapport de forces face à l'impérialisme nous contraignent à nous unir en un bloc continental et mondial pour garantir, du point de vue économique et politique, la mise en œuvre d'un minimum d'actions conjointes. Créer des entreprises « *grannacionales* » entre les pays à orientation socialiste, avec la participation des fédérations de l'économie populaire [« *grannacional* » est un néologisme espagnol créé par l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique –ALBA– pour se référer à de grandes entreprises d'intérêt public appartenant à plusieurs États].
- 6) Mener une réforme agraire intégrale (terres, crédit et intrants) et une réforme fiscale fondée sur l'impôt progressif, avec des impôts directs plus élevés que les indirects et des droits sur les successions, et qui diminue les exonérations consenties aux grands capitaux.
- 7) Éradiquer le racisme et la marginalisation des peuples indigènes et des populations ethniques subalternes, et gommer progressivement les différences entre les campagnes et les villes.
- 8) Éliminer la subordination des femmes au sein des ménages et dans toutes les sphères de l'exercice du pouvoir dans la société.
- 9) Préserver l'environnement et promouvoir la biodiversité.
- 10) Combattre et éradiquer la corruption, la drogue, la criminalité et toutes les formes de travail des enfants.

Vu comme un tout, le projet d'économie sociale actuellement conduit par différents mouvements de gauche en Amérique latine, en Asie et en Afrique, fait état d'expériences qui sont la synthèse de ce qui a été dit plus haut à propos de l'économie sociale, du prolétariat à son compte et des transformations sociales qui jettent les bases d'une société alternative.

Il est nécessaire de sauvegarder, de connaître et de diffuser l'ensemble des expériences de lutte et les avancées des travailleurs à leur compte dans nos pays respectifs, y compris celles des consommateurs qui livrent d'importants combats contre la hausse des prix et pour la juste répartition des budgets municipaux et nationaux. Certaines sont particulièrement intéressantes : la gestion des services par les citoyens, comme la distribution d'eau et d'électricité, où les habitants de quartiers/citoyens/consommateurs s'organisent en des sortes de coopératives, ou la

gestion par les travailleurs de leurs unités économiques par le biais de leurs propres organisations.

Il s'avère important d'analyser le degré d'hégémonie auquel les diverses révolutions des nations prolétarisées sont parvenues dans leur effort pour remporter, par voie d'élections, une majorité politique permanente qui est, en fin de compte, ce qui garantit l'incarnation, le développement et la consolidation du projet alternatif. L'on constate, dans tous ces processus, la participation massive des populations des nations prolétarisées, de la classe ouvrière industrielle et de ceux que nous avons désignés comme prolétariat à son compte, y compris celle des organisations de citoyens qui gèrent des moyens de production et de services.

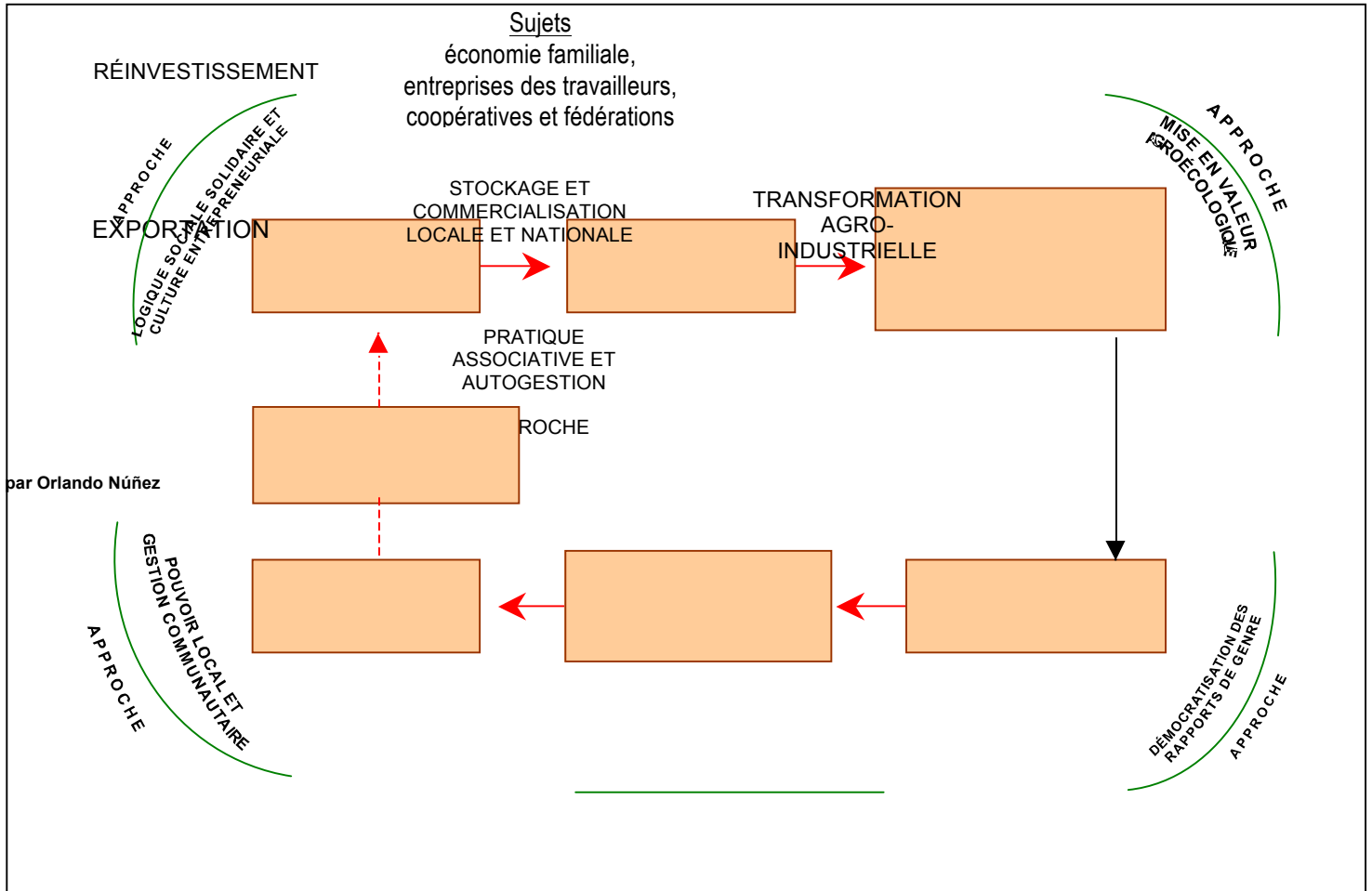
Nous énonçons ci-dessous quelques-unes des tâches concrètes qui échoient au prolétariat à son compte, qu'il doive faire face à un gouvernement de droite ou de gauche :

- entreprendre, poursuivre et consolider la pratique associative au sein des organisations, en créant, entre autres, des conseils de la production, du commerce ou des services, ou bien des coopératives et des groupements solidaires ;
- avoir une incidence politique sur les structures du gouvernement central et des collectivités locales, afin de soutenir le développement et la transformation des activités entreprises par les travailleurs à leur compte ;
- affilier de plus en plus de travailleuses et de travailleurs dans les syndicats, afin d'accroître leur conscience de la lutte, de la classe et du projet ;
- contribuer au renforcement de l'économie sociale et solidaire en favorisant l'accès aux services sociaux de base : santé, éducation, sécurité sociale, crédit, technologie et nouveaux marchés ;
- consolider le modèle entrepreneurial des travailleurs à leur compte, en mettant en place un marché alternatif solidaire offrant des prix équitables pour l'ensemble de la population, grâce au soutien du gouvernement central, des collectivités locales et des institutions de l'État.

La meilleure stratégie consiste toutefois à faire en sorte que les travailleurs à leur compte passent du contrôle de leurs petits moyens de production à la transformation et au commerce national et international, mais qu'ils le fassent en intégrant les nouvelles approches : produire de manière écologique, respecter l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie,

s de la chaîne de valeur que le prolétariat à son compte (urbain et rural) doit suivre et approches qu'il doit mettre en oeuvre comme stratégie économique et sociale

s'associer au plan économique en coopératives afin de gérer le crédit, s'organiser également au sein de la communauté et mener des actions de planification. Dès de l'ensemble des institutions. Les actions ci-dessous sont des cours économiques que les travailleurs de l'économie populaire suivent aujourd'hui, à la fois individuellement et collectivement, et les approches alternatives qu'ils mettent en oeuvre.



Quiconque peut collaborer à ces différentes tâches, que ce soit en tant que membre d'une classe ou d'un secteur, ou simplement comme révolutionnaire. On peut être révolutionnaire individuellement et localement, non seulement par rapport à l'économie, mais encore dans toutes les expressions sociales. Les femmes et les hommes luttent contre le machisme au sein du ménage et se battent, dans leur quartier, contre le prix des services de base imposé par les multinationales ; ils prennent part aux conseils populaires ; ils combattent en faveur des intérêts de tous les individus marginalisés et pour élever leur estime de soi ; politiquement, ils appuient les partis de gauche et, au sein de ces mêmes partis, ils défendent un projet national et social, dans lequel les prolétaires à leur compte, quelle que soit l'appellation sous laquelle ils sont

désignés dans chaque pays (paysans, artisans, travailleurs à leur compte, très petits entrepreneurs, pêcheurs, etc.) puissent occuper une place de plus en plus importante. Toutes et tous s'acheminent, dans le discours et dans la pratique, vers l'avènement d'un socialisme communautaire, où les appareils publics, le gouvernement et les parlements nationaux se subordonneront aux collectivités locales et aux parlements locaux.

Points à débattre

Dès lors qu'il s'agit d'un document politique et que la *Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia* du FNT (CTCP-FNT) le considère comme son Premier manifeste, il convient de conclure en résumant les thèses principales. Nous invitons les travailleurs, les habitants des quartiers, de même que les intellectuels et les universitaires de gauche à en débattre dans leurs assemblées, leurs discussions et leurs propositions, afin de passer du discours à l'action et d'accroître la conscience, la capacité d'organisation et la mobilisation.

- ❖ Considérer l'économie sociale et solidaire comme une étape de transition vers le socialisme (plus que comme une étape socialiste), qui permettra d'améliorer à la fois le bien-être et le rapport de force politique au sein de nos nations. Il s'agit de combiner les expériences du socialisme d'État ou socialisme d'en haut avec celles du socialisme participatif et communautaire ou socialisme d'en bas, ce dernier étant le fruit des expériences et des valeurs de la pratique associative et de l'autogestion. Il convient également de s'inspirer de toutes les formes de pouvoir populaire, dans les domaines politique, économique et culturel. L'économie sociale est un projet de lutte contre les inégalités et les injustices du système et de la civilisation dominante.
- ❖ Toutes les formes de propriété ne peuvent être considérées comme de l'exploitation. Bien que le socialisme signifie l'absence de propriété privée et d'hégémonie du marché et du capital, les travailleurs à leur compte sont parvenus à conquérir une position de plus en plus forte par rapport à la propriété et à la production, et à avoir une certaine maîtrise du marché, ce qui rend impossible d'envisager l'expropriation et la confiscation de toutes les propriétés existantes. Par ailleurs, du fait que le nombre des moyens producteurs ne cesse de s'accroître et que le capital national est de plus en plus acculé par les multinationales, il est impossible de tenir ces secteurs pour des adversaires absolus d'une révolution sociale de gauche ; et ce d'autant plus si l'on considère que la lutte pour la souveraineté et l'autodétermination nationale contre l'impérialisme, le néolibéralisme et les politiques menées par les multinationales, demeure le principal point de l'ordre du jour de notre

deuxième indépendance : celle pour laquelle la participation de tous les secteurs est nécessaire.

- ❖ Concernant la propriété, nous reprenons donc le mot d'ordre suivant : a) respect de toutes les formes de propriété —mises à part celles d'intérêt public ou national, b) protection de la petite propriété, c) encouragement à la propriété publique et associative (nationale et municipale). S'il est vrai que tous les pays du Tiers Monde n'ont pas la possibilité de se passer de capital multinational (technologie et connaissances) pour assurer le décollage économique qui permettra d'élever le niveau de vie et d'améliorer la situation sociale de la population, il n'en reste pas moins nécessaire, prioritaire et souhaitable de renforcer les associations de petits et moyens producteurs et de récupérer les entreprises publiques privatisées par le néolibéralisme.

- ❖ Historiquement, il ne suffisait pas d'être salarié pour être considéré comme prolétaire. Nous affirmons aujourd'hui qu'un prolétaire n'est pas nécessairement salarié. Nous proposons donc de conserver et d'élargir le concept de prolétariat et de prendre en compte cette réalité, non seulement au niveau local, mais aussi international. Il convient de signaler qu'il existe, aux côtés du prolétariat industriel, un prolétariat à son compte, soit une majorité de travailleurs et de citoyens qui s'auto-exploitent et subissent les conséquences de la répartition inégale des richesses. Au niveau de la production ou de la circulation, ils sont exploités et dépossédés des valeurs qu'ils produisent. C'est un prolétariat qui évolue dans la jungle du marché et qui, tout comme le reste de la population, dépend des dictats du capital (productif, commercial et financier).

- ❖ Considérer nos pays comme des nations prolétarisées, du fait qu'ils sont dépossédés des excédents qu'ils produisent et que ces excédents sont transférés au capital métropolitain par l'intermédiaire du marché ou par l'exploitation directe des multinationales opérant sur nos territoires, qui surexploitent les travailleurs et pillent nos ressources naturelles. L'ensemble de la population —depuis les paysans, les artisans, les pêcheurs et les petits commerçants, jusqu'aux consommateurs et aux entrepreneurs nationaux— subit l'inégale répartition des richesses dans le cadre du capitalisme globalisé.

- ❖ Le concept de nation prolétarisée nous conduit à axer la lutte sur la souveraineté et, concrètement, contre l'imposition de politiques économiques et tout ce qui a trait au commerce international inéquitable ; tous les pays qui subissent l'exploitation indirecte du marché capitaliste mondial doivent unir leurs efforts pour la supprimer.

- ❖ Toutes les inégalités, les formes d'appauvrissement ou les différenciations sociales ne sont pas engendrées par des rapports d'exploitation. Nous devons donc porter la lutte au-

delà de l'exploitation, directe ou indirecte, et combattre les ravages de ce que nous pouvons appeler la dictature de l'ordre établi (les dictatures civiles ou militaires, l'exploitation, le consumérisme, la paupérisation, les bas salaires, le commerce inéquitable, l'exclusion, la discrimination, la marginalisation ethnique ou de genre, le racisme, la criminalité, le terrorisme d'État, la prédation écologique dont souffre l'environnement, les complexes de supériorité et d'infériorité encouragés par les oligarchies locales et la xénophobie des pays hégémoniques).

- ❖ Reconnaître que l'économie populaire —soit l'ensemble des travailleurs individuels ou en famille, au chômage ou ayant un emploi précaire, salariés ou non— contrôle, au jour d'aujourd'hui, une grande part de la production, de la transformation et de la distribution de biens et des services : la propriété et la production agricole, manufacturière ou artisanale, les transports et le commerce. C'est l'économie qui contribue le plus au PIB, à l'emploi et à la génération de devises, parmi lesquelles celles qui proviennent des mandats envoyés depuis l'étranger par les immigrés à leurs familles.
- ❖ Considérer l'économie populaire comme le vivier et le premier échelon de l'économie sociale et solidaire, en commençant par la production ménagère-familiale conduite par les femmes, jusqu'aux paysans, aux pêcheurs, aux commerçants et aux transporteurs urbains, aux artisans et autres groupes de travailleurs/producteurs en général ; considérer également que la pratique associative et l'autogestion sont des échelons plus élevés de l'économie sociale et solidaire.
- ❖ Il est nécessaire que l'économie populaire mette en œuvre des pratiques associatives et d'autogestion, de manière à pouvoir s'approprier les derniers maillons de la chaîne de valeur et récupérer les excédents dont le capital l'a dessaisie par l'intermédiaire du marché, y compris ceux accumulés au cours de l'histoire par l'humanité, tels que l'infrastructure, la technologie et les connaissances (plus-value historique). Ces excédents *historiques* sont actuellement monopolisés par les grands capitaux (entreprises, banques, pays, etc..) et les pays capitalistes hégémoniques en ont l'usufruit, ce qui leur permet de jouir d'un niveau de vie élevé, bien que non soutenable et non respectueux l'environnement.
- ❖ Envisager la constitution de blocs sociaux fondés sur un système d'alliances avec les mouvements sociaux et les partis politiques de gauche qui permette à tous les secteurs marginalisés et appauvris, et politiquement organisés ou économiquement associés, de rendre favorable le rapport de force dans le domaine politique.

- ❖ Que tous ceux qui sympathisent avec ce Manifeste diffusent et rendent visibles, dans toutes les rencontres locales, nationales et internationales, les expériences organisationnelles, les luttes et les avancées de leurs pays ou régions.

NOTE DE LA CTCP-FNT

Ce document contient un ensemble de thèses et d'expériences destinées à être diffusées et enrichies par les analyses des organisations affiliées à *StreetNet International* et similaires.

Nous pensons qu'il doit être lu et adapté à la situation de chaque pays et de chaque organisation participant à ce débat. C'est un instrument de lutte et, en tant que tel, il ne doit pas se limiter à une interprétation de la réalité. Il a pour vocation de guider la réflexion et la lutte pour la transformation, et la conception d'un projet qui vienne à bout des contradictions que le capitalisme est incapable de résoudre.

Nous invitons les dirigeants des partis, des organisations et des mouvements sociaux de gauche engagés dans la lutte et dans le changement du système, à enrichir ce document et à le mettre en application en fonction des conditions qui leur sont propres, et à se joindre aux efforts pour encourager la diffusion et l'échange des idées qu'il véhicule, au niveau local, national, régional et international. C'est de cette façon que nous parviendrons à faire avancer la pratique théorique et la pratique politique révolutionnaire.

Nous souhaitons exprimer notre satisfaction de l'accueil que le Manifeste a reçu jusqu'ici. Traduit en plusieurs langues, il est l'objet de débat dans différentes conférences internationales. Plusieurs éditions ont déjà paru ainsi que des versions populaires. Il est aussi bien utilisé dans des séminaires avec les travailleurs eux-mêmes que discuté au sein des syndicats, des coopératives, des entreprises autogérées, des universités, des associations et des quartiers populaires.

Enfin, nous tenons à remercier le Comité exécutif de *StreetNet International* et les autres organisations amies pour le soutien et la solidarité militante dont ils font preuve, non seulement dans la lutte pour l'hégémonie, mais encore dans les expériences associatives qui permettent de disputer à l'économie capitaliste les excédents et les espaces économiques.

***TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER
QUI SOMMES À NOTRE COMPTE :
UNISSONS-NOUS !***